

Pour un accueil de plus de trois heures, le forfait par capacité d'accueil extrascolaire s'élève à 2,48 euros, à 9,92 euros par capacité d'accueil pour enfants malades, à 2,48 euros par capacité d'accueil flexible et à 6,20 euros par capacité d'accueil d'urgence.

Art. 4. Au plus tard au 31 janvier 2016, les promoteurs transmettent à « Kind en Gezin » un récapitulatif des prestations de travail et des frais d'exploitation de l'année de service 2015, selon le modèle fixé par « Kind en Gezin ».

Dans l'alinéa premier, on entend par promoteur : la personne morale qui organise le projet.

Art. 5. Le présent arrêté s'applique au subventionnement pour l'année d'activité 2015.

Bruxelles, le 27 mars 2015.

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201976]

2 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.53, § 1^{er} ;

Vu le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales, les articles 22, 23, 31, 40, alinéa 3, 41, alinéa 2, 46, § 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, et § 3, 47, alinéa 3, 48, § 4, 49, alinéa 2, 52, § 2, 59, § 2, 61, alinéa 4, 84, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 1^{er}, 92, alinéa 1^{er}, 93, alinéa 2, 96, 100, 101, § 4 et § 5, et 115 ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 15 septembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2014;

Vu le rapport d'évaluation concluant à l'absence d'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 57.098/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, donné le 7 novembre 2014;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 24 novembre 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er} Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « administration » : la Direction des Implantations commerciales du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche;

2^o « décret » : le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

3^o « LOGIC » : le logiciel informatique consistant en un outil d'aide à la décision;

4^o « Ministre » : le Ministre de l'Economie;

5^o « Observatoire du Commerce » : l'instance d'avis instituée par l'article 2, § 1^{er}, du décret;

6^o « arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 précisant les critères à prendre en considération lors de l'examen des projets d'implantation commerciale.

§ 2 Pour l'application de l'article 49 du décret, il faut entendre par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, l'envoi :

1^o soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2^o soit par le recours à toute formule similaire quel que soit le service de distribution du courrier utilisé, en ce compris des moyens informatiques;

3^o soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

CHAPITRE II. — Agrément des auteurs de projet de schéma communal de développement commercial

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 2. Pour être agréé en qualité d'auteur de projet de schéma communal de développement commercial, le demandeur satisfait aux conditions suivantes :

1^o ne pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt et susceptible de compromettre l'élaboration ou la révision indépendante des schémas communaux de développement commercial;

2^o disposer du matériel et des moyens techniques et humains nécessaires pour l'élaboration ou la révision des schémas communaux de développement commercial;

3^o disposer des matières relatives aux implantations commerciales au sein de son objet social;

4^o disposer en son sein de compétences avérées ou d'expériences utiles dans les disciplines relatives à la géographie, au géomarketing, à l'économie, à l'aménagement du territoire, à la mobilité et à l'environnement;

4^o disposer en son sein de compétences pour coordonner l'ensemble des éléments composant les schémas communaux de développement commercial ou concourant à leur rédaction;

5^o disposer des garanties financières suffisantes afin de mener à leur terme les missions confiées;

6° être couvert par un contrat d'assurance ou s'engager à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé dans le respect de l'article 8 du décret du 10 décembre 2009.

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire dont le modèle est repris en annexe 1^{re}.

La demande est envoyée par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte à l'administration. § 2. La demande comporte au minimum les renseignements repris à l'annexe 1 et en tous les cas, s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants.

Art. 4. La demande est incomplète s'il manque les renseignements énumérés à l'article 3, § 2, ou à l'annexe 1.

La demande est irrecevable :

1° si elle n'a pas été introduite conformément à l'article 3, § 1^{er};

2° si elle est déclarée incomplète à deux reprises conformément à l'article 5, alinéa 3;

3° si le demandeur ne fournit pas les renseignements demandés dans le délai prévu par l'article 5.

Art. 5. L'administration envoie par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de dix jours ouvrables à dater du jour où elle reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, l'administration indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose de trente jours à dater de la réception de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande pour communiquer à l'administration les compléments demandés par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

Dans les dix jours ouvrables suivant la réception des compléments, l'administration envoie par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si l'administration estime une seconde fois que la demande est incomplète, elle la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, l'administration indique au demandeur, dans les conditions et délai prévus à l'alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 3, les motifs de l'irrecevabilité.

Art. 6. Si l'administration n'a pas envoyé au demandeur sa décision dans les conditions et délais prévus à l'article 5, la demande est réputée comme complète et recevable.

Art. 7. § 1^{er}. Dès qu'une demande est déclarée ou réputée complète et recevable, l'administration la transmet pour avis à la Commission d'agrément visée à l'article 13.

§ 2. La Commission d'agrément envoie son avis à l'administration dans un délai de quarante jours à dater de la réception de la demande d'avis et en adresse une copie au demandeur.

§ 3. La décision du Ministre est envoyée au demandeur par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte dans les septante-cinq jours de l'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande ou à dater du jour suivant le délai qui était imparti à l'administration pour envoyer sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

§ 4. La décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 8. La durée d'agrément est de cinq ans.

Section 3. — Retrait de l'agrément

Art. 9. En cas de modification d'un des éléments indiqués dans la décision d'agrément, la personne agréée en avise l'administration, par envoi permettant de donner date certaine à l'envoi et la réception de l'acte.

Art. 10. L'administration envoie un avertissement à la personne agréée, lorsqu'elle constate que cette dernière :

1° soit ne respecte plus les conditions énoncées à l'article 3;

2° soit modifie un élément substantiel de la demande d'agrément.

L'avertissement visé à l'alinéa 1^{er} mentionne le délai endéans lequel la personne agréée a l'obligation :

1° dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, de satisfaire aux conditions;

2° dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, de l'informer des mesures qu'elle envisage de prendre en vue de donner suite aux observations soulevées.

L'avertissement consiste en un envoi recommandé, permettant date certaine à l'envoi et à la réception, contenant à minima les éléments visés au présent article et le délai endéans lequel l'administration attend une réponse.

Art. 11. D'initiative ou sur proposition de la commune ou de la Commission d'agrément, l'administration peut adresser un avertissement à la personne agréée auteur d'un ou plusieurs schémas communaux de développement commercial insuffisants, incomplets ou de qualité médiocre. L'avertissement consiste en la demande de compléter ou d'améliorer la qualité du schéma communal de développement commercial et mentionne le délai endéans lequel l'administration attend une réponse.

Art. 12. § 1^{er}. L'agrément est retiré, conformément à la procédure prévue au paragraphe 2 :

1° lorsque la personne agréée n'exécute pas, dans le délai imparti, les obligations énoncées à l'article 10, alinéa 2;

2° lorsque le schéma communal de développement commercial est jugé une nouvelle fois, après l'avertissement visé à l'article 11, insuffisant, incomplet ou de qualité médiocre;

3° lorsque le schéma communal de développement commercial n'a pas été élaboré ou révisé conformément à l'article 3.

§ 2. Préalablement au retrait de l'agrément, la personne agréée est informée par tout moyen conférant date certaine à l'envoi :

1° des motifs qui justifient la mesure envisagée;

2° de la possibilité d'exposer par écrit, ses moyens de défense, dans un délai de vingt jours à compter du jour de la réception de cette information, et qu'elle a, dans ce cadre, le droit de présenter oralement sa défense.

Le Ministre procède au retrait de l'agrément.

Le Ministre sollicite l'avis de la Commission d'agrément, préalablement à la décision de retrait de l'agrément, endéans un délai de quarante jours. A défaut d'avis envoyé dans le délai imparti, la procédure est poursuivie.

§ 3. L'administration envoie la décision de retrait au destinataire par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte. Cette décision de retrait est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Section 4. — Commission d'agrément

Art. 13. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'agrément, ci-après : la Commission.

La Commission a pour mission de rendre un avis sur les demandes d'agrément introduites conformément au présent arrêté et sur les retraits d'agrément.

§ 2. La Commission a son siège à Namur.

Art. 14. § 1^{er}. La Commission est composée de cinq membres effectifs :

1° un représentant du Ministre;

2° deux experts en aménagement du territoire et en urbanisme, désignés au sein de la Commission régionale d'aménagement du territoire;

3° deux experts représentant l'Observatoire du Commerce, désignés en son sein.

Pour chaque membre effectif, un membre suppléant est désigné. Un membre suppléant siège uniquement en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Ministre. Chaque mandat a une durée de cinq ans à compter de l'arrêté de nomination et est renouvelable. En cas de vacance d'un mandat avant son expiration, le remplaçant est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

La fonction de membre de la Commission est incompatible avec :

1° la qualité de tout professionnel de l'immobilier impliqué dans les projets d'implantation commerciale;

2° la qualité de membre de tout bureau d'études impliqué dans les projets d'implantation commerciale;

3° la qualité de membre d'une organisation ou association représentative du secteur concerné par les projets d'implantation commerciale;

4° à l'exception de la fonction visée au paragraphe 1^{er}, 2°, tout lien statutaire ou contractuel en tant que fonctionnaires ou agents de la Région.

§ 3. Le Ministre désigne le président de la Commission au sein des membres visés au paragraphe 1^{er}, 2° et 3°.

§ 4. La désignation d'un membre de la Commission prend fin à l'échéance du mandat visé au paragraphe 2 ou en cas de perte de la qualité sur la base de laquelle le membre a été désigné.

Sur proposition du président de la Commission ou de son suppléant et après avoir été entendu, tout membre de la Commission peut être révoqué par le Ministre en cas d'inconduite notoire ou de manquement grave aux devoirs de sa charge.

§ 5. Les membres bénéficient, sur demande, du remboursement des frais de déplacements prévus pour les agents des Services du Gouvernement en vertu du Code de la Fonction publique.

Art. 15. § 1^{er}. Le président dirige les travaux de la Commission.

§ 2. Les avis de la Commission sont rendus à la majorité simple des voix de ses membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. La Commission délibère valablement uniquement si la majorité de ses membres sont présents.

§ 4. Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

§ 5. La Commission établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE III. — Permis d'implantation commerciale

Section 1^{re}. — Procédure de première instance

Sous-section 1^{re}. — Dossier de demande de permis d'implantation commerciale

Art. 16. La demande de permis d'implantation commerciale contient les informations reprises à l'annexe 2 du présent arrêté et les éléments conformément à l'article 37 du décret.

Art. 17. Lorsque la demande visée à l'article 16 est envoyée en format papier, elle est introduite en trois exemplaires. Si le projet d'implantation commerciale s'étend sur le territoire de plusieurs communes, le nombre d'exemplaires est à augmenter du nombre d'autres communes sur le territoire desquelles est situé le projet. Si le projet d'implantation commerciale concerne une surface commerciale nette de plus de 20 000 m² et est situé à une distance de moins de vingt kilomètres d'une autre région ou de plusieurs autres régions, le nombre d'exemplaires est à augmenter du nombre d'autres régions concernées.

Sous-section 2. — Enquête publique

Art. 18. Le jour où l'autorité compétente envoie la décision déclarant la demande complète et recevable ou à l'expiration du délai fixé à l'article 33, § 1^{er} ou § 3, du décret, elle transmet une copie de la demande visée à l'article 16 aux communes limitrophes.

Art. 19. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés à l'article 18.

Art. 20. Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique, à l'autorité compétente et au fonctionnaire des implantations commerciales lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Il y joint, le cas échéant, son avis lorsqu'il a été rendu.

Sous-section 3. — Avis et modalités de la concertation administrative relative aux demandes de permis d'implantation commerciale

Art. 21. § 1^{er}. Conformément à l'article 40, alinéa 3, du décret, les autorités et instances d'avis sont celles visées à l'article 39 du décret.

§ 2. Les avis visés aux articles 38 à 40 du décret contiennent au minimum les informations suivantes :

1° l'identification de l'instance consultée;

2° les références du projet;

3° les noms, prénom et qualité de l'auteur de l'avis;

4° la description des incidences du projet;

5° l'examen de l'opportunité du projet au regard des compétences de l'instance consultée;

6° en cas d'avis favorable, les conditions qui relèvent de la compétence de l'instance consultée, et auxquelles devrait être soumis le projet d'implantation commerciale;

7° en cas d'avis défavorable, les motifs qui le justifient.

§ 3. L'avis de l'Observatoire du Commerce visé à l'article 39 du décret comprend pour chaque critère visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et chaque sous-critère précisé par l'arrêté, une évaluation distincte et conclut ensuite par une évaluation globale.

Art. 22. § 1^{er}. Si les instances consultées souhaitent la tenue de la réunion de concertation visée à l'article 41 du décret, elles en informent l'autorité compétente telle que définie à l'article 29 du décret, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, dans un délai de :

1° dix jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m²;

2° trente jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m².

Si l'autorité compétente souhaite la tenue de la réunion de concertation, elle en informe les instances consultées conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'autorité compétente fixe la date et le lieu de la réunion de concertation. Cette réunion se tient dans un délai de vingt-cinq jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et cinquante jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. L'autorité compétente y invite les instances consultées par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

§ 3. Les délais visés au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 2 se calculent à dater de la réception du dossier de demande de permis et de ses compléments éventuels par les instances consultées, conformément à l'article 38 du décret. En cas de pluralité de date de réception, les délais se calculent à dater de la plus tardive des dates de réception.

§ 4. L'autorité compétente rédige le procès-verbal de la réunion de concertation et le joint au dossier de demande de permis d'implantation commerciale.

Section 2. — Recours à l'encontre d'un permis d'implantation commerciale

Art. 23. Le recours visé à l'article 48 du décret est envoyé à la Commission de recours en quatre exemplaires, en son siège situé au sein de l'administration. Le recours est introduit au moyen du formulaire repris à l'annexe 5.

Art. 24. Le recours est signé par le requérant et comprend au minimum les informations suivantes :

1° l'identification complète du requérant dont son nom, prénom et adresse; si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;

2° l'identification complète de la personne de contact pour le suivi du dossier;

3° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;

4° l'identification du projet;

5° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée;

6° le cas échéant, une demande d'audition du requérant par la Commission de recours.

Art. 25. § 1^{er}. Dès réception du recours, la Commission de recours en transmet une copie au fonctionnaire des implantations commerciales, au demandeur ainsi qu'au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle tout ou partie de l'établissement est situé sauf dans l'hypothèse où ils sont les auteurs du recours.

§ 2. Le recours est porté à la connaissance du public selon les modalités prévues à l'article D.29-22, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement à l'exception de l'alinéa 4, 6°.

§ 3. La Commission de recours informe le requérant de la date, de l'heure et du lieu de son audition lorsqu'il a demandé à être entendu.

§ 4. La Commission peut entendre ou solliciter l'avis de toute autorité qu'elle juge utile et fixer le délai dans lequel l'avis est rendu.

La Commission peut notamment entendre ou solliciter :

1° le Fonctionnaire des implantations commerciales;

2° l'Observatoire du Commerce;

3° la ou les commune(s) concernée(s);

4° le demandeur.

Les instances consultées envoient leur avis dans un délai de trente jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale de moins de 2 500 m² ou de soixante jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale égale ou supérieure à 2 500 m², à dater de la réception de la demande d'avis.

Art. 26. Le contenu minimum des avis requis lors de l'instruction du recours est identique à celui défini à l'article 21.

L'avis de l'Observatoire du Commerce visé à l'article 48, § 4, alinéa 2, du décret comprend pour chaque critère visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et chaque sous-critère précisé par l'arrêté, une évaluation distincte et conclut ensuite par une évaluation globale.

Art. 27. La Commission de recours notifie sa décision au requérant dans le délai prévu à l'article 48, § 5, du décret et en envoie une copie :

1° à l'autorité compétente en première instance;

2° au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle tout ou partie de l'établissement est situé;

3° aux autorités qui ont remis un avis dans le délai imparti au cours de la procédure;

4° au Fonctionnaire des implantations commerciales et au demandeur du permis d'implantation commerciale, sauf dans l'hypothèse où ils sont les auteurs du recours.

CHAPITRE IV. — *Permis intégré*

Section 1^{re}. — Procédure de première instance

Sous-section 1. — Dossier de demande de permis intégré

Art. 28. § 1^{er}. Outre les informations reprises en annexe 2 du présent arrêté, la demande de permis intégré comporte :

1° dans le cas visé à l'article 1^{er}, 6°, a, du décret : l'ensemble des informations requises pour l'introduction d'une demande de permis unique conformément aux dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à ses arrêtés d'exécution;

2° dans le cas visé à l'article 1^{er}, 6°, b, du décret : l'ensemble des informations requises pour l'introduction d'une demande de permis d'environnement conformément aux dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à ses arrêtés d'exécution;

3° dans le cas visé à l'article 1^{er}, 6°, c, du décret : l'ensemble des informations requises pour l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme conformément aux dispositions du CWATUPE ou de toutes autres dispositions qui s'y substitueraient.

§ 2. Lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er} est envoyée en format papier, elle est introduite en quatre exemplaires. Si le projet d'implantation commerciale s'étend sur le territoire de plusieurs communes, le nombre d'exemplaires de la demande de permis est à augmenter du nombre d'autres communes sur le territoire desquelles est situé le projet. Si le projet d'implantation commerciale concerne une surface commerciale nette de plus de 20 000 m² et est situé à une distance de moins de vingt kilomètres d'une autre région ou de plusieurs autres régions, le nombre d'exemplaires est à augmenter du nombre d'autres régions concernées.

Sous-section 2. — Enquête publique

Art. 29. Le jour où le Fonctionnaire des implantations commerciales envoie la décision déclarant la demande complète et recevable ou à l'expiration du délai fixé à l'article 87, § 2 ou § 3, du décret, il transmet une copie de la demande de permis visée à l'article 28, aux communes limitrophes.

Art. 30. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés à l'article 29.

Art. 31. Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique, à l'autorité compétente, au fonctionnaire des implantations commerciales et suivant le cas au fonctionnaire technique et/ou au fonctionnaire délégué, le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. Il y joint, le cas échéant, son avis lorsqu'il a été rendu.

Sous-section 3. — Avis de l'Observatoire du Commerce et modalités de la concertation administrative relative aux demandes de permis intégré

Art. 32. L'avis de l'Observatoire du Commerce visé à l'article 91, alinéas 3 et 4, du décret comprend pour chaque critère visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et chaque sous-critère précisé par l'arrêté, une évaluation distincte et conclut ensuite par une évaluation globale.

Art. 33. § 1^{er}. Si les administrations ou les autorités consultées souhaitent la tenue de la réunion de concertation visée à l'article 93 du décret, elles en informent l'autorité compétente, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, dans un délai de :

1° dix jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de moins de 2 500 m²;

2° trente jours si la demande de permis concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette égale ou supérieure à 2 500 m².

Si l'autorité compétente souhaite la tenue de la réunion de concertation, elle en informe les instances consultées conformément à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'autorité compétente fixe la date et le lieu de la réunion de concertation. Cette réunion se tient dans un délai de vingt-cinq jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et cinquante jours dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. L'autorité compétente y invite par pli recommandé les administrations et autorités consultées.

§ 3. Les délais visés aux paragraphes 1^{er} et 2 se calculent à dater de la réception du dossier de demande de permis et de ses compléments éventuels par les administrations et autorités consultées conformément à l'article 90 du décret. En cas de pluralité de date de réception, les délais se calculent à dater de la plus tardive des dates de réception.

§ 4. L'autorité compétente rédige le procès-verbal de la réunion de concertation et le joint au dossier de demande de permis intégré et, le cas échéant, au rapport de synthèse visé à l'article 95 du décret.

Sous-section 4. — Décision relative au permis intégré

Art. 36. La décision visée à l'article 96 du décret est motivée au regard des critères visés à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et des sous-critères précisés par l'arrêté, sans préjudice pour le permis intégré, des dispositions pertinentes du CWATUPE et du décret relatif au permis d'environnement.

Section 2. — Tenue des registres des permis intégrés

Art. 37. § 1^{er}. L'administration communale de chaque commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement fait mention du permis intégré octroyé dans son registre dans les dix jours qui suivent :

1° soit la prise de décision par le collège communal;

2° soit la réception de la décision prise conjointement par le Fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou le fonctionnaire délégué;

3° soit l'expiration du délai visé à l'article 99 du décret, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 95 du décret et s'il comporte un avis favorable du Fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire technique et/ou du fonctionnaire délégué.

Le Fonctionnaire des implantations commerciales fait mention du permis intégré octroyé dans son registre dans les dix jours qui suivent :

1° soit la prise de décision conjointe par le Fonctionnaire des implantations commerciales, le fonctionnaire technique et/ou le fonctionnaire délégué;

2° soit la réception de la décision prise par le collège communal;

3° soit l'expiration du délai visé à l'article 99 du décret, si le rapport de synthèse a été envoyé conformément à l'article 95 du décret et s'il comporte un avis favorable du Fonctionnaire des implantations commerciales, du fonctionnaire technique et/ou du fonctionnaire délégué.

§ 2. Lorsque le permis intégré est octroyé sur recours, l'administration communale visée au paragraphe 1^{er} et le Fonctionnaire des implantations commerciales font mention du permis intégré octroyé dans leur registre dans les dix jours :

1° à dater de la réception de la décision envoyée par la Commission de recours conformément à l'article 101, § 5, du décret;

2° à défaut d'envoi d'une décision dans le délai prévu à l'article 101, § 5, du décret, à dater de l'expiration du délai imparti à la Commission de recours pour envoyer sa décision au requérant.

Art. 38. Dans les registres du Fonctionnaire des implantations commerciales et de l'administration communale de chaque commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement sont mentionnées les informations suivantes :

1° la date de la décision;

2° les références de la décision : nom de la commune suivi d'un numéro de dossier;

3° l'identification complète du titulaire du permis intégré;

4° la nature du projet avec le numéro et le libellé de la ou des rubriques concernées et/ou des travaux soumis à permis d'urbanisme;

5° la localisation du projet avec l'adresse du siège de l'exploitation;

6° la date à laquelle la décision est exécutoire et la durée de validité du permis intégré.

Art. 39. L'administration communale de chaque commune sur le territoire de laquelle se trouve l'établissement et le Fonctionnaire des implantations commerciales tiennent à jour le registre des permis intégrés en mentionnant :

1° les décisions de modification des conditions d'exploitation, les décisions de suspension ou de retrait des permis intégrés pour la partie qui tient lieu de permis d'environnement ou du permis unique;

2° les recours introduits contre les décisions visées à l'article 36 et leur caractère suspensif ou non et leurs décisions;

3° les recours introduits contre les décisions visées au 1°;

4° les cessons de permis intégré.

Section 3. — Recours à l'encontre d'un permis intégré

Art. 40. Le recours visé à l'article 101 du décret est envoyé à la Commission de recours en quatre exemplaires, en son siège situé au sein de l'administration au moyen d'un formulaire dont le modèle figure à l'annexe 5.

Art. 41. Le recours est signé par le requérant et comprend au minimum les informations suivantes :

1° l'identification complète du requérant dont son nom, prénom et adresse; si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;

2° l'identification complète de la personne de contact pour le suivi du dossier;

3° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;

4° l'identification du projet;

5° l'intérêt du requérant à l'introduction du recours dans les cas visés à l'article 101, § 1^{er}, 3°, du décret;

6° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée;

7° le cas échéant, une demande d'audition du requérant par la Commission de recours.

Art. 42. § 1^{er}. Dès réception du recours, une copie du recours est transmise au Fonctionnaire des implantations commerciales, au demandeur ainsi qu'au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle tout ou partie de l'établissement est situé sauf dans l'hypothèse où ils sont les auteurs du recours.

§ 2. Le recours est porté à la connaissance du public selon les modalités prévues à l'article D.29-22, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement à l'exception de l'alinéa 4, 6°.

§ 3. La Commission de recours informe le requérant de la date, de l'heure et du lieu de son audition lorsqu'il a demandé à être entendu.

La Commission peut entendre toute autorité qu'elle juge utile.

§ 4. La Commission peut solliciter notamment :

1° le Fonctionnaire des implantations commerciales;

2° l'Observatoire du Commerce;

3° le fonctionnaire technique;

4° le fonctionnaire délégué;

5° la ou les commune(s) concernées;

6° le demandeur.

Les instances consultées envoient leur avis dans un délai de trente jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale de moins de 2 500 m² ou de soixante jours si le recours concerne un projet d'implantation commerciale d'une surface commerciale égale ou supérieure à 2 500 m² à dater de la réception de la demande d'avis.

Le contenu minimum des avis requis lors de l'instruction du recours est identique à celui défini à l'article 21.

L'avis de l'Observatoire du Commerce visé à l'article 101, § 4, alinéa 2, du décret comprend pour chaque critère visé à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et chaque sous-critère précisé par l'arrêté, une évaluation distincte et conclut ensuite par une évaluation globale.

Art. 43. La décision visée à l'article 101, § 5, du décret est motivée au regard des critères visés à l'article 44, alinéa 1^{er}, du décret et des sous-critères précisés par l'arrêté, sans préjudice pour le permis intégré, des dispositions pertinentes du CWATUPE et du décret relatif au permis d'environnement.

Art. 44. La Commission de recours notifie sa décision au requérant comme prévu à l'article 101, § 5, du décret et envoie une copie :

1° à l'autorité compétente en première instance;

2° au collège communal des communes où une enquête publique a été organisée;

3° à l'Observatoire du Commerce ainsi qu'aux autorités et instances qui ont émis un avis dans le délai imparti au cours de la procédure;

4° au Fonctionnaire des implantations commerciales et au demandeur du permis intégré, sauf dans l'hypothèse où ils sont les auteurs du recours;

5° au fonctionnaire chargé de la surveillance tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE V. — *Régime de la déclaration*

Art. 45. § 1^{er}. La déclaration visée à l'article 46 du décret est établie en trois exemplaires au moyen du formulaire dont le modèle figure en annexe 3.

§ 2. Les trois exemplaires de la déclaration sont envoyés par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, à l'autorité compétente déterminée conformément à l'article 29 du décret.

§ 3. La déclaration est irrecevable :

1° si elle n'a pas été envoyée conformément au paragraphe 2;

2° s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu de l'annexe 3.

§ 4. L'autorité compétente accuse réception et notifie la recevabilité de la déclaration dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la déclaration. A défaut, la déclaration est réputée recevable.

L'accusé de réception, la décision relative à la recevabilité de la déclaration et un exemplaire de la déclaration sont conservés par le déclarant sur le lieu du projet d'implantation commerciale.

§ 5. L'autorité compétente consigne dans un registre toutes les déclarations réceptionnées ainsi que la date de l'accusé de réception transmis au déclarant conformément au paragraphe 4.

Art. 46. Le registre est constitué des parties suivantes :

1° la date de la déclaration;

2° la référence du dossier de déclaration : nom de la commune suivi d'un numéro de dossier;

3° le type de projet d'implantation commerciale;

4° les parcelles cadastrales sur lesquelles le projet d'implantation commerciale est situé;

5° le nom et l'adresse du déclarant.

CHAPITRE VI. — *Permis d'implantation commerciale temporaire*

Art. 47. § 1^{er}. La demande de prolongation de la durée de validité d'un permis d'implantation commerciale temporaire est introduite par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, auprès de l'autorité qui a délivré ledit permis, trente jours avant son expiration.

§ 2. La demande comprend les informations suivantes :

1° l'identification complète du demandeur dont son nom, prénom et adresse; si le demandeur est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire la demande;

2° les références, l'objet et la date de la décision octroyant le permis d'implantation commerciale temporaire dont la prolongation de durée est demandée;

3° les motifs de la demande de prolongation et la durée pour laquelle elle est demandée;

4° tout élément nouveau qui ne figurait pas dans la demande de permis d'implantation commerciale initiale.

§ 3. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande une copie de la demande est envoyée à la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'implantation commerciale temporaire ou au Fonctionnaire des implantations commerciales.

§ 4. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande de prolongation. L'autorité compétente adresse également une copie de la décision à la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'implantation commerciale temporaire ou au Fonctionnaire des implantations commerciales.

CHAPITRE VII. — *Modification et extension*

Art. 48. Conformément aux articles 47 et 104, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, le titulaire du permis ou la personne ayant introduit la déclaration visée à l'article 46 du décret envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au projet d'implantation commerciale au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé le projet d'implantation commerciale ou aux collèges communaux des communes sur le territoire desquelles est situé le projet d'implantation commerciale et au Fonctionnaire des implantations commerciales, tous les ans à partir de la mise en œuvre du permis ou de l'introduction de la déclaration visée à l'article 46 du décret.

CHAPITRE VIII. — *Obligation du titulaire du permis*

Art. 49. § 1^{er}. L'avis requis par l'article 61, alinéa 2, du décret est conforme au modèle d'affiche figurant à l'annexe 4.

§ 2. L'avis mentionne le cas échéant le nom de la commune concernée, le type de permis délivré, la date de délivrance du permis et celle de son éventuelles prorogation ou reconduction, l'autorité délivrante, l'objet du permis, la durée prévue du chantier, le nom, l'adresse et le numéro de téléphone auquel il est possible de joindre l'entrepreneur ou le responsable du chantier, ainsi que les horaires du chantier.

§ 3. L'affiche est imprimée en noir sur papier blanc de format DIN A3. Elle est disposée de façon à pouvoir être lue aisément, à la limite du bien et de la voie publique contiguë, parallèlement à celle-ci et à une hauteur de 1,50 mètre, au besoin sur une palissade ou sur un panneau sur piquet. Elle est maintenue en parfait état de visibilité et de lisibilité durant toute la durée de l'affichage.

Lorsqu'il s'agit d'un permis intégré relatif notamment à des travaux d'infrastructure, l'avis est affiché de la même manière à deux endroits au moins sur la section de l'infrastructure concernée. Si les actes et travaux portent sur une section de plus de 100 mètres de long ou sur plusieurs sections différentes, cet affichage est requis, selon le cas, tous les 100 mètres ou sur chacune des sections.

Lorsqu'il s'agit notamment d'actes ou de travaux portant sur une superficie de plancher de plus de 1 000 m², les mentions reprises dans l'annexe doivent, en outre, être reproduites en grands caractères sur un panneau d'au moins 4 m².

CHAPITRE IX. — *Calcul des délais relatifs aux permis et recours*

Art. 50. En vertu des articles 49 et 104, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la liste des procédés reconnus comme permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte est la suivante :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

CHAPITRE X. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 51. L'annexe V de la partie réglementaire du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, modifiée par l'arrêté du 15 juillet 2010 et par le décret du 27 mars 2014 est complétée par ce qui suit :

« 23. le schéma régional de développement commercial visé à l'article 10, 1°, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales;

24. le schéma communal de développement commercial visé à l'article 10, 2°, du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales ».

Art. 52. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 février 2005 précisant les critères à prendre en considération lors de l'examen de projets d'implantation commerciale et de la composition du dossier socio-économique;

2° l'arrêté royal du 1^{er} mars 2005 relatif au formulaire de déclaration préalable visé à l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales;

3° l'arrêté royal du 1^{er} mars 2005 fixant les modalités de notification de l'implantation commerciale par affichage visé à l'article 12 de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales.

Art. 53. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2014 relatif à la création du Comité interministériel wallon pour la distribution est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le Comité connaît des recours introduits sur base de la loi du 13 août 2004. ».

Art. 54. Le décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales entre en vigueur le 1^{er} juin 2015 ainsi que ses arrêtés d'exécution.

Art. 56. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 1 : formulaire de demande d'agrément

Adresse à laquelle ce formulaire doit être transmis :

Service public de Wallonie (SPW)
Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche
Département du Développement économique
Direction des Implantations commerciales
Place de la Wallonie 1
5100 Namur

1. Identification du demandeur

A. Si personne physique :

Nom et prénom

.....

Date de naissance

.....

Numéro de registre national (joindre une copie de la carte d'identité)

.....

Adresse

Rue, avenue, boulevard, place... (préciser)

.....

Numéro

Boite

.....

Code postal

Commune

.....

Pays

.....

N° de téléphone

+

N° de fax

+

E-Mail

.....

Numéro d'entreprise

.....

(T.V.A. si présent) (BE si présent) (numéro à 10 chiffres)

B. Si personne morale (autre qu'une personne morale de droit public) :

Dénomination de l'entreprise

.....

Raison sociale

.....

Adresse du siège social

Rue, avenue, boulevard, place... (préciser)

Numéro

Boite

.....

Code postal

Commune

.....

Pays

.....

Adresse du siège d'exploitation

Rue, avenue, boulevard, place... (préciser)

Numéro

Boite

.....

Code postal

Commune

.....

Pays

.....

N° de téléphone

+

N° de fax

+

E-Mail

.....

Numéro d'entreprise

.....

(TVA si présent) (BE si présent) (numéro à 10 chiffres)

Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société (Joindre une copie actualisée des statuts)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2. Objectivité - indépendance

Fournir une attestation sur l'honneur selon laquelle le demandeur et, s'il s'agit d'une personne morale, les administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager cette personne morale, ne se trouve(nt) pas dans une situation susceptible de compromettre son objectivité et l'exercice indépendant de ses missions.

3. Matériel et moyens techniques

Fournir une note reprenant la liste du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis.

4. Renseignements spécifiques

Fournir une note démontrant que le demandeur d'agrément a, en son sein :

- 1° les compétences nécessaires pour coordonner le schéma communal de développement commercial;
- 2° des compétences dans les disciplines relatives à la géographie, géomarketing, l'économie, l'aménagement du territoire, la mobilité et l'environnement.

La note mentionne notamment les titres, qualifications et références du demandeur, des collaborateurs liés au demandeur par un contrat d'emploi et des sous-traitants éventuels.

Signature du demandeur

Je certifie que toutes les données renseignées dans ce formulaire sont exactes et correspondent à la situation du jour.

Date :

.....

Nom, Prénom, Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 2 : formulaire de demande de permis d'implantation commerciale

A. Informations obtenues :

PROFIL :

- Nom et dénomination sociale de la société
- Adresse de la société (rue, n°, code postal, pays)
- Statut juridique
- Numéro d'entreprise
- Statut du demandeur
- Nom et prénom de la personne de contact
- Adresse de la personne de contact (rue, n°, code postal, pays)

PARCELLE :

- Localisation de chaque parcelle
- Rapport de propriété pour chaque parcelle

CARACTÉRISTIQUE DU PROJET :

- Nom du projet
- Type de projet tel que visé à l'article 1^{er}, 3° du décret
- Surface (m²) du courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre d'emplois à temps partiel dans le courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre d'emplois à temps plein dans le courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre de places de parking
- Nombre annuel de visiteurs
- Surface (m²) de chaque cellule du projet
- Identification précise d'un seul type d'enseigne pour chaque cellule du projet
- Type de chaque fonction si présente dans le projet (Bureau, logement, horeca, service, autre)
- Surface (m²) de chaque fonction si présente dans le projet

JUSTIFICATIONS SUR LES CRITÈRES DE DELIVRANCE DÉFINIS A L'ARTICLE 44 DU DECRET ET LES DISPOSITIONS PRISES SUR SON FONDEMENT :

- Justification du critère 1 Protection du consommateur :
 - a) favoriser la mixité commerciale :
 - b) éviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité
- Justification du critère 2 Protection de l'environnement urbain
 - a) la vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines, telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir;
 - b) l'insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain.

- Justification du critère 3 Politique de l'emploi

a) la densité de l'emploi;

b) la qualité et la durabilité de l'emploi.

- Justification du critère 4 Mobilité durable

a) la mobilité durable;

b) l'accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité.

B. Informations complémentaires à celle obtenues :

1) Le cas échéant, l'identification de l'auteur de l'étude sous-tendant le projet

2) Une présentation du projet

3) Description de la stratégie globale de l'entreprise dans laquelle le projet s'inscrit ainsi que des raisons justifiant le projet

4) Dans le cas d'une relocalisation : la valeur ajoutée pour le magasin, son attractivité et son environnement, la fermeture de l'établissement de commerce de détail existant et la nouvelle destination du bâtiment

5) Un historique de l'entreprise et une description de son activité (type de vente, etc.)

6) Le montant de l'investissement

7) Toute cartographie relative à la localisation du projet (plan cadastral, plan de secteur, plan communal d'aménagement, etc.)

8) Tout document existant au niveau communal permettant d'évaluer correctement ledit projet (plan de mobilité, aménagement du territoire, schéma de développement commercial etc.)

9) Toute représentation graphique ou photographique permettant de visualiser la future implantation dans son espace (modèles graphiques, plans, etc.)

10) Plan masse de l'établissement de commerce de détail et de ses cellules identifiant la surface commerciale nette

11) Tout document complémentaire permettant au demandeur de préciser ou documenter la justification des critères suivants :

1 Protection du consommateur

1° favoriser la mixité commerciale;

2° éviter le risque de rupture d'approvisionnement de proximité.

2 Protection de l'environnement urbain

1° la vérification de l'absence de rupture d'équilibre entre les différentes fonctions urbaines, telle qu'elle porterait atteinte au cadre de vie des quartiers existants ou à venir;

2° l'insertion de l'implantation commerciale, eu égard à sa taille et au type du point de vente dans les projets locaux de développement et dans la dynamique propre du modèle urbain.

3 Politique de l'emploi

1° la densité de l'emploi;

2° la qualité et la durabilité de l'emploi.

4 Contribution à une mobilité plus durable

1° la mobilité durable;

2° l'accessibilité sans charge spécifique pour la collectivité (par exemple : l'accessibilité de l'implantation via les transports en commun existants et via les moyens de transport individuels).

Date :

Lieu :

Signature du demandeur ou de son représentant autorisé :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 3 : formulaire de déclaration

A. Informations obtenues

PROFIL :

- Nom et dénomination sociale de la société
- Adresse de la société (rue, n°, code postal, pays)
- Statut juridique
- Numéro d'entreprise
- Statut du demandeur
- Nom et prénom de la personne de contact
- Adresse de la personne de contact (rue, n°, code postal, pays)

PARCELLE :

- Localisation de chaque parcelle
- Rapport de propriété pour chaque parcelle

CARACTÉRISTIQUE DU PROJET :

- Nom du projet
- Type de projet
- Surface (m²) du courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre d'emplois à temps partiel dans le courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre d'emplois à temps plein dans le courant, semi-courant léger, semi-courant lourd
- Nombre de places de parking
- Nombre annuel de visiteurs
- Surface (m²) de chaque cellule du projet
- Identification précise d'un seul type d'enseigne pour chaque cellule du projet
- Type de chaque fonction si présente dans le projet (Bureau, logement, horeca, service, autre)
- Surface (m²) de chaque fonction si présente dans le projet

B. Informations complémentaires à celle obtenues :

Détails concernant le permis d'implantation commerciale ou le permis intégré

Date du permis :

Numéro de référence du permis :

Autorité compétente :

Adresse du projet d'implantation commerciale autorisé :

Numéro parcellaire cadastral :

Surface commerciale nette actuelle du projet d'implantation commerciale :

Ce formulaire est utilisé comme déclaration préalable telle que prévue dans l'article 46 du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales (ci-après « le décret ») pour le projet d'implantation commerciale suivant :

Un projet d'extension conformément à l'article 28 du décret (extension n'excédant pas 20 % de la surface commerciale nette avec un plafond de 300 m²).

Surface du projet d'extension : m²

Un déménagement conformément à l'article 28, alinéa 2, du décret (déménagement dans un rayon de 1 000 mètres et ne dépassant pas 400 m²).

Adresse de la nouvelle implantation :

Numéro parcellaire cadastral :

Surface du projet d'extension : m²

Adresse de la nouvelle implantation :

Numéro parcellaire cadastral de la nouvelle implantation :

Date :

Lieu :

Signature du déclarant ou de son représentant autorisé :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 4 : avis d'affichage

Région wallonne

Commune de

AVIS

Application de l'article 61, alinéa 2, du décret relatif aux implantations commerciales.

Permis d'implantation commerciale (1)

Permis intégré (1)

délivré le

à

par

prorogé le (1)

prorogation reconduite le (1)

OBJET DU PERMIS :

DUREE PREVUE DU CHANTIER :

ENTREPRENEUR/RESPONSABLE DU CHANTIER :

Nom :

Adresse :

N° de téléphone : :

HORAIRES DU CHANTIER :

(1) Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 5 : formulaire d'introduction d'un recours

Demandeur : (Nom de la personne qui a obtenu ou s'était vu refuser le permis)

.....

Permis d'implantation commerciale ou permis intégré : (mentionner l'autorité ayant statué)

.....

Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche

Place de la Wallonie 1, 5100 Namur (Jambes)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Namur, le 2 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201976]

2. APRIL 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen und zur Abänderung von Buch I des Umweltgesetzbuches

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.53 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen, Artikel 22, 23, 31, 40 Absatz 3, 41 Absatz 2, 46 § 1, § 2 Absatz 1 und § 3, 47 Absatz 3, 48 § 4, 49 Absatz 2, 52 § 2, 59 § 2, 61 Absatz 4, 84 § 1 Absatz 2 und § 2 Absatz 1, 92 Absatz 1, 93 Absatz 2, 96, 100, 101 § 4 und § 5, und 115;

Aufgrund des am 15. September 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Dezember 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Bewertungsberichts, der zu dem Schluss kommt, dass vorliegender Erlass keine Auswirkungen auf die jeweilige Situation von Männern und Frauen hat;

Aufgrund des am 9. März 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 57.098/2;

In Erwägung des am 7. November 2014 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

In Erwägung des am 24. November 2014 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie; Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1 - § 1. Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Verwaltung": die Direktion der kommerziellen Niederlassungen der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der Operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° "Dekret": das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen;

3° "LOGIC": die Software zur Entscheidungshilfe;

4° "Minister": der Minister für Wirtschaft;

5° "Observatoire du Commerce" (Beobachtungsstelle für den Handel): die durch Artikel 2 § 1 des Dekrets eingerichtete Begutachtungsstelle;

6° "Erlass": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. April 2015 zur Bestimmung der Kriterien, die bei der Untersuchung der Projekte der Handelsniederlassungen zu berücksichtigen sind.

§ 2. Zwecks der Anwendung von Artikel 49 des Dekrets versteht man unter den Mitteln, durch die dem Versand und dem Empfang einer Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann, die Einsendung

1° entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

2° oder mittels jeder anderen vergleichbaren Versandart unabhängig vom benutzten Zustellungsdienst, einschließlich der Benutzung von Informatikmitteln;

3° oder durch Aushändigung der Urkunde gegen Abnahmebescheinigung.

KAPITEL II — *Zulassung von Projektautoren von kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung**Abschnitt 1 — Zulassungsbedingungen*

Art. 2 - Um als Projektautor eines kommunalen Schemas zur Handelsentwicklung zugelassen zu werden, genügt der Antragsteller folgenden Bedingungen:

1° sich nicht in einem Zustand befinden, in dem ein Interessenkonflikt auftreten könnte, und in dem die Unabhängigkeit bei der Ausarbeitung oder Revision von kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung beeinträchtigt werden könnte;

2° über die materiellen, technischen und menschlichen Mittel verfügen, die zur Ausarbeitung und Revision von kommunalen Schemen zur Handelsentwicklung nötig sind;

3° in seinem Gesellschaftszweck die Angelegenheiten im Bereich der Handelsniederlassungen haben;

4° über nachgewiesenes Fachwissen oder nützliche Erfahrung in den Bereichen Geografie, Geomarketing, Wirtschaft, Raumordnung, Mobilität und Umwelt verfügen;

4° über die notwendigen Kompetenzen verfügen, um die gesamten Elemente zu koordinieren, die kommunale Schemen zur Handelsentwicklung ausmachen, oder zur Verfassung solcher Schemen benötigt werden;

5° über zureichende finanzielle Garantien verfügen, um die ihm anvertrauten Aufgaben durchzuführen;

6° durch einen Versicherungsvertrag gedeckt sein oder sich verpflichten, einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die zivilrechtliche Haftung deckt, die sich aus den Aktivitäten ergibt, für die die Zulassung beantragt wird, unter Einhaltung von Artikel 8 des Dekrets vom 10. Dezember 2009.

Abschnitt 2 — Zulassungsverfahren

Art. 3 - § 1. Der Zulassungsantrag wird mittels des Formulars eingereicht, dessen Muster in Anhang 1 angeführt wird.

Der Antrag erfolgt durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand der Urkunde an die Verwaltung und dem Empfang Letzterer bei der Verwaltung ein sicheres Datum verliehen werden kann. § 2. Der Antrag enthält mindestens die in Anhang 1 angeführten Angaben und auf jeden Fall, wenn es sich um eine juristische Person handelt, eine Kopie der Satzungen sowie die Liste der Verwaltungsratsmitglieder oder Betriebsführer.

Art. 4 - Der Antrag ist unvollständig, wenn in Artikel 3 § 2 oder in Anhang 1 genannte Auskünfte fehlen.

Der Antrag ist unzulässig

- 1° wenn er nicht gemäß Artikel 3 § 1 eingereicht worden ist;
- 2° wenn er gemäß Artikel 5 Absatz 3 zum zweiten Mal als unvollständig erklärt worden ist;
- 3° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nicht innerhalb der in Artikel 5 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. 5 - Binnen zehn Werktagen ab dem Tag, an dem die Verwaltung den Antrag erhält, schickt Letztere dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags durch jegliches Mittel zu, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, welche Angaben noch fehlen. Ab dem Empfang des Beschlusses über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags verfügt der Antragsteller über dreißig Tage, um der Verwaltung durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann, alle Ergänzungsunterlagen zukommen zu lassen.

Binnen zehn Werktagen nach dem Eingang der Ergänzungsunterlagen schickt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags durch jegliches Mittel zu, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann. Wenn die Verwaltung den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt sie diesen für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Verwaltung dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Frist, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 3 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit mit.

Art. 6 - Wenn die Verwaltung gemäß den in Artikel 5 vorgesehenen Bedingungen und Fristen dem Antragsteller keinen Beschluss zugeschickt hat, gilt, dass der Antrag vollständig und zulässig ist.

Art. 7 - § 1. Sobald ein Antrag für vollständig und zulässig erklärt worden ist oder als solcher gilt, legt die Verwaltung ihn dem in Artikel 13 genannten Zulassungsausschuss vor.

§ 2. Der Zulassungsausschuss übermittelt der Verwaltung sein Gutachten binnen einer Frist von vierzig Tagen ab dem Eingang des Begutachtungsantrags, und richtet eine Abschrift an den Antragsteller.

§ 3. Der Beschluss des Ministers wird dem Antragsteller binnen fünfundsiebzig Tagen nach dem Versand des Beschlusses über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags oder ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, über die die Verwaltung verfügte, um ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags einzusenden, durch jegliches Mittel zugeschickt, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann.

§ 4. Der Zulassungsbeschluss wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 8 - Die Dauer der Zulassung ist fünf Jahre.

Abschnitt 3 — Entzug der Zulassung

Art. 9 - Wenn eine der im Zulassungsbeschluss angeführten Angaben geändert wird, teilt die zugelassene Person dies der Verwaltung durch jegliches Mittel mit, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann.

Art. 10 - Die Verwaltung schickt der zugelassenen Person eine Verwarnung zu, wenn sie feststellt, dass Letztere

- 1° entweder die in Artikel 3 genannten Bedingungen nicht mehr einhält,
- 2° oder ein wesentliches Element des Zulassungsantrags ändert.

In der in Absatz 1 genannten Verwarnung wird die Frist mitgeteilt, innerhalb deren die zugelassene Person verpflichtet ist,

1° in der in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Annahme: die Bedingungen zu erfüllen,

2° in der in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Annahme: die Verwaltung über die Maßnahmen zu informieren, die sie zu ergreifen gedenkt, um den mitgeteilten Bemerkungen stattzugeben.

Die Verwarnung besteht in einem Einschreiben, durch welches dem Versand und dem Empfang ein sicheres Datum verliehen werden kann, das zumindest die in vorliegendem Artikel genannten Angaben enthält und die Frist angibt, binnen welcher die Verwaltung eine Antwort erwartet.

Art. 11 - Aus eigener Initiative oder auf Vorschlag der Gemeinde oder des Zulassungsausschusses kann die Verwaltung der zugelassenen Person, die ein oder mehrere unzureichende, unvollständige oder qualitativ minderwertige kommunale Schemen zur Handelsentwicklung verfasst hat, eine Verwarnung schicken. Bei dieser Verwarnung handelt es sich um das Ersuchen, das kommunale Schema zur Handelsentwicklung zu vervollständigen oder dessen Qualität zu verbessern, wobei die Frist angegeben wird, innerhalb deren die Verwaltung eine Antwort erwartet.

Art. 12 - § 1. Die Zulassung wird gemäß dem Verfahren nach Paragraph 2 entzogen,

1° wenn die zugelassene Person die in Artikel 10, Absatz 2 angegebenen Pflichten nicht binnen der ihr eingeräumten Frist erfüllt;

2° wenn das kommunale Schema zur Handelsentwicklung nach der Verwarnung nach Artikel 11 erneut als unzureichend, unvollständig oder qualitativ minderwertig bewertet wird;

3° wenn das kommunale Schema zur Handelsentwicklung nicht gemäß Artikel 3 ausgearbeitet oder revidiert worden ist.

§ 2. Vor dem Entzug der Zulassung wird die zugelassene Person durch jedes Mittel, durch das dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, über Folgendes unterrichtet:

1° die Gründe, die die in Aussicht genommene Maßnahme rechtfertigen;

2° die Möglichkeit, innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Tag des Empfangs dieser Unterrichtung ihre Verteidigungsmittel schriftlich vorzubringen und dass sie bei dieser Gelegenheit das Recht hat, ihre Verteidigung mündlich vorzutragen.

Der Minister entzieht die erteilte Zulassung.

Bevor er den Beschluss zum Entzug der Zulassung fasst, beantragt der Minister das innerhalb einer Frist von vierzig Tagen abzugebende Gutachten des Zulassungsausschusses. Fehlt dieses Gutachten innerhalb der genannten Frist, so wird das Verfahren fortgesetzt.

§ 3. Die Verwaltung schickt dem Empfänger den Beschluss zum Entzug der Zulassung durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand und dem Empfang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann. Dieser Beschluss zum Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 4 — Zulassungsausschuss

Art. 13 - § 1. Es wird ein Zulassungsausschuss eingerichtet, der nachstehend als "Ausschuss" bezeichnet wird.

Der Ausschuss hat zur Aufgabe, ein Gutachten über die gemäß dem vorliegenden Erlass eingereichten Zulassungsanträge und über den Entzug von Zulassungen abzugeben.

§ 2. Der Ausschuss hat seinen Sitz in Namur.

Art. 14 - § 1. Der Ausschuss setzt sich aus fünf ordentlichen Mitgliedern zusammen:

1° einem Vertreter des Ministers;

2° zwei Sachverständigen in den Bereichen Raumordnung und Urbanismus, die unter den Mitgliedern des Regionalausschusses für Raumordnung gewählt werden;

3° zwei Sachverständigen, die das "Observatoire du Commerce" vertreten, und unter seinen Mitgliedern gewählt werden.

Für jedes ordentliche Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied benannt. Ein stellvertretendes Mitglied tagt nur dann, wenn das ordentliche Mitglied, das er vertritt, abwesend ist.

§ 2. Die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder werden vom Minister benannt. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren ab dem Ernennungserlass und kann erneuert werden. Falls ein Mandat vor seinem Auslaufen frei wird, wird der Stellvertreter für die verbleibende Mandatszeit ernannt.

Das Amt als Mitglied des Ausschusses ist unvereinbar mit

1° der Eigenschaft als Immobilienfachmann, der in Projekten von Handelsniederlassungen involviert ist;

2° der Eigenschaft als Mitglied eines Studienbüros, das in Projekten von Handelsniederlassungen involviert ist;

3° der Eigenschaft als Mitglied einer Organisation oder Vereinigung, die den Sektor vertritt, der in Projekten von Handelsniederlassungen involviert ist;

4° jedem statutarischen oder vertraglichen Verhältnis als Beamter oder Bediensteter der Region mit Ausnahme des in Paragraph 1 Ziffer 2 genannten Amtes.

§ 3. Der Minister bestimmt den Vorsitzenden des Ausschusses unter den in Paragraph 1 Ziffern 2 und 3 genannten Mitgliedern.

§ 4. Die Benennung eines Mitglieds des Ausschusses endet mit dem Ablauf des in Paragraph 2 genannten Mandats oder wenn das Mitglied die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es benannt worden ist.

Auf Vorschlag des Vorsitzenden des Ausschusses oder dessen Stellvertreters kann jedes Mitglied des Ausschusses, nachdem es angehört wurde, im Falle eines notorischen Fehlverhaltens oder einer schwerwiegenden Pflichtverletzung von dem Minister abberufen werden.

§ 5. Die Mitglieder haben auf Antrag Anspruch auf die gleiche Fahrtkostenerstattung wie diejenige, die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für die Bediensteten der Dienststellen der Regierung vorgesehen ist.

Art. 15 - § 1. Der Vorsitzende leitet die Arbeiten des Ausschusses.

§ 2. Die Gutachten des Ausschusses werden mit der einfachen Stimmenmehrheit seiner Mitglieder abgegeben. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Der Ausschuss ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend sind.

§ 4. Die Sitzungen des Ausschusses sind nicht öffentlich.

§ 5. Der Ausschuss legt seine Geschäftsordnung fest und unterbreitet sie dem Minister zur Genehmigung.

KAPITEL III — Genehmigung einer Handelsniederlassung

Abschnitt 1 — Erinstanzliches Verfahren

Unterabschnitt 1 — Akte zur Beantragung der Genehmigung einer Handelsniederlassung

Art. 16 - Der Antrag auf Genehmigung einer Handelsniederlassung umfasst die in Anhang 2 des vorliegenden Erlasses aufgeführten Angaben und die in Artikel 37 des Dekrets vorgeschriebenen Unterlagen.

Art. 17 - Wird der in Artikel 16 genannte Antrag in Papierform zugeschickt, so wird er in dreifacher Ausfertigung eingereicht. Wenn sich das Projekt einer Handelsniederlassung auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden erstreckt, ist die Anzahl der Ausfertigungen um die Anzahl der anderen Gemeinden, auf deren Gebiet sich das Projekt befindet, zu erhöhen. Wenn das Projekt einer Handelsniederlassung eine Nettohandelsfläche von mehr als 20 000 m² betrifft und sich weniger als zwanzig Kilometer von einer oder mehrerer anderen Regionen entfernt befindet, ist die Anzahl der Ausfertigungen um die Anzahl der anderen betroffenen Regionen zu erhöhen.

Unterabschnitt 2 — Öffentliche Untersuchung

Art. 18 - Am Tag, an dem die zuständige Behörde den Beschluss zustellt, der den Antrag für vollständig und zulässig erklärt, oder nach Ablauf der in Artikel 33 § 1 bzw. § 3 des Dekrets festgelegten Frist, übermittelt sie den angrenzenden Gemeinden eine Kopie des in Artikel 16 genannten Antrags.

Art. 19 - Die in Artikel D.29-7 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnte Bekanntmachung einer öffentlichen Untersuchung wird innerhalb von fünf Tagen ab Empfang der in Artikel 18 aufgeführten Unterlagen angeschlagen.

Art. 20 - Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt der zuständigen Behörde und dem Beamten für Handelsniederlassungen, wenn dieser nicht die zuständige Behörde ist, innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung das in Artikel D.29-19 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnte Protokoll. Diesem Protokoll legt das Gemeindegremium gegebenenfalls sein Gutachten bei, wenn es vorliegt.

Unterabschnitt 3 — Begutachtung und verwaltungsrechtliche Beratungsmodalitäten bezüglich der Anträge auf Genehmigung einer Handelsniederlassung

Art. 21 - § 1. In Übereinstimmung mit Artikel 40 Absatz 3 des Dekrets sind die Behörden und Begutachtungsstellen diejenigen, die in Artikel 39 des Dekrets angeführt sind.

§ 2. Die in den Artikeln 38 bis 40 des Dekrets angeführten Gutachten enthalten zumindest die folgenden Angaben:

1° Identifizierung der zu Rate gezogenen Instanz;

2° Bezugsdaten des Projekts;

3° Namen, Vornamen und Eigenschaft des Verfassers des Gutachtens;

4° Beschreibung der Auswirkungen des Projekts;

5° Prüfung der Zweckmäßigkeit des Projekts unter Zugrundelegung der Zuständigkeiten der zu Rate gezogenen Instanz;

6° im Falle eines günstigen Gutachtens, die Bedingungen, die unter die Zuständigkeit der zu Rate gezogenen Instanz fallen und denen das Projekt einer Handelsniederlassung unterzogen werden sollte;

7° im Falle eines ungünstigen Gutachtens, die Gründe dafür.

§ 3. Das in Artikel 39 des Dekrets erwähnte Gutachten des "Observatoire du Commerce" enthält für jedes in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets erwähnte Kriterium und jedes im Erlass bestimmte Subkriterium eine gesonderte Bewertung und schließt danach mit einer globalen Bewertung ab.

Art. 22 - § 1. Wünschen die zu Rate gezogenen Instanzen die in Artikel 41 des Dekrets erwähnte Beratungssitzung abzuhalten, dann setzen sie die in Artikel 29 des Dekrets bestimmte zuständige Behörde durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, davon in Kenntnis, und zwar innerhalb einer Frist von:

1° zehn Tagen, wenn der Antrag auf Genehmigung das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft;

2° dreißig Tagen, wenn der Antrag auf Genehmigung das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² betrifft.

Wünscht die zuständige Behörde die Abhaltung der Beratungssitzung, dann teilt sie es den zu Rate gezogenen Instanzen gemäß Absatz 1 mit.

§ 2. Die zuständige Behörde legt das Datum und den Ort für die Beratungssitzung fest. Die Beratungssitzung findet binnen fünfundzwanzig Tagen in den in § 1 Absatz 1 Ziffer 1 angeführten Fällen und binnen fünfzig Tagen in den in § 1 Absatz 1 Ziffer 2 angeführten Fällen statt. Die zuständige Behörde lädt die zu Rate gezogenen Instanzen durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, zu dieser Beratungssitzung.

§ 3. Die in § 1 und § 2 genannten Fristen laufen ab Eingang der Antragsakte auf Genehmigung und ihrer eventuellen Nachträge bei den zu Rate gezogenen Instanzen, wie durch Artikel 38 des Dekrets vorgeschrieben. Bei mehr als einem Eingangsdatum laufen die Fristen ab dem späteren Eingangsdatum.

§ 4. Die zuständige Behörde fasst das Protokoll der Beratungssitzung ab und legt es der Antragsakte auf Genehmigung einer Handelsniederlassung bei.

Abschnitt 2 — Einspruch gegen eine Genehmigung der Handelsniederlassung

Art. 23 - Der Einspruch nach Artikel 48 des Dekrets wird dem Berufungsausschuss an seinen innerhalb der Verwaltung gelegenen Sitz in vierfacher Ausfertigung zugeschickt. Der Einspruch wird mittels des in Anhang 5 stehenden Formulars eingereicht.

Art. 24 - Der Einspruch wird vom Einsprucherheber unterzeichnet und umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° vollständige Personalien des Einsprucherhebers, darunter seinen Namen, seinen Vornamen und seine Anschrift; falls es sich bei dem Einsprucherheber um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen, ihre Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Namen, Vornamen, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;

2° vollständige Personalien der mit der Bearbeitung der Akte beauftragten Kontaktperson;

3° Bezugsdaten, Gegenstand und Datum des angefochtenen Beschlusses;

4° Beschreibung des Projekts;

5° die gegen den angefochtenen Beschluss eingesetzten Rechtsmittel;

6° gegebenenfalls einen Antrag auf Anhörung des Einsprucherhebers durch den Berufungsausschuss.

Art. 25 - § 1. Sofort nach Eingang des Einspruchs übermittelt der Berufungsausschuss dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem Antragssteller sowie dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der gesamte oder ein Teil des Betriebs befindet, eine Abschrift davon, außer wenn diese die Urheber des Einspruchs sind.

§ 2. Die Öffentlichkeit wird gemäß den Modalitäten nach Artikel D.29-22 § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches mit Ausnahme von Absatz 4 Ziffer 6 von dem Einspruch in Kenntnis gesetzt.

§ 3. Der Berufungsausschuss teilt dem Einsprucherheber das Datum, die Uhrzeit und den Ort seiner Anhörung mit, wenn er diese beantragt hat.

§ 4. Der Berufungsausschuss kann jede Behörde, die er für angebracht hält, anhören oder um ein Gutachten ersuchen und die Frist für die Abgabe des Gutachtens festlegen.

Anhören oder um ein Gutachten ersuchen kann der Ausschuss insbesondere:

1° den Beamten für Handelsniederlassungen;

2° das "Observatoire du Commerce";

3° die betroffene(n) Gemeinde(n);

4° den Antragsteller.

Die zu Rate gezogenen Instanzen schicken ihr Gutachten binnen 30 Tagen ab Empfang des Antrags auf Begutachtung im Falle eines Einspruchs gegen das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² oder binnen 60 Tagen ab Empfang des Antrags auf Begutachtung im Falle eines Einspruchs gegen das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m².

Art. 26 - Der bei der Untersuchung des Einspruchs erforderliche Mindestinhalt der Gutachten ist derselbe, wie in Artikel 21 bestimmt.

Das in Artikel 48 § 4 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Gutachten des "Observatoire du Commerce" enthält für jedes in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets erwähnte Kriterium und jedes im Erlass bestimmte Subkriterium eine gesonderte Bewertung und schließt danach mit einer globalen Bewertung ab.

Art. 27 - Der Berufungsausschuss stellt dem Einsprucherheber innerhalb der durch Artikel 48 § 5 des Dekrets vorgeschriebenen Frist seinen Beschluss zu und richtet eine Abschrift davon:

1° an die Behörde, die in erster Instanz zuständig ist;

2° an das Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der gesamte oder ein Teil des Betriebs befindet;

3° an die Behörden, die innerhalb der im Laufe des Verfahrens vorgeschriebenen Frist ein Gutachten abgegeben haben;

4° an den Beamten für Handelsniederlassungen und an den Antragsteller der Genehmigung einer Handelsniederlassung, außer wenn diese die Urheber des Einspruchs sind.

KAPITEL IV. — *Integrierte Genehmigung*Abschnitt 1 — *Erstinstanzliches Verfahren*Unterabschnitt 1 — *Akte zur Beantragung einer integrierten Genehmigung*

Art. 28 - § 1. Zusätzlich zu den in Anhang 2 des vorliegenden Erlasses stehenden Angaben umfasst der Antrag auf eine integrierte Genehmigung:

1° in dem unter Artikel 1 Ziffer 6 Buchstabe a des Dekrets stehenden Fall: sämtliche erforderliche Informationen zur Einreichung eines Antrags auf eine Globalgenehmigung, wie durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dessen Ausführungserlasse vorgeschrieben;

2° in dem unter Artikel 1 Ziffer 6 Buchstabe b des Dekrets stehenden Fall: sämtliche erforderliche Informationen zur Einreichung eines Antrags auf eine Umweltgenehmigung, wie durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dessen Ausführungserlasse vorgeschrieben;

3° in dem unter Artikel 1 Ziffer 6 Buchstabe c des Dekrets stehenden Fall: sämtliche erforderliche Informationen zur Einreichung eines Antrags auf eine Städtebaugenehmigung, wie durch die Bestimmungen des CWATUPE bzw. jegliche andere Bestimmungen, die diese ersetzen würden, vorgesehen.

§ 2. Wird der in § 1 erwähnte Antrag in Papierform zugeschickt, so wird er in vierfacher Ausfertigung eingereicht. Wenn das Projekt einer Handelsniederlassung sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden erstreckt, ist die Anzahl der Ausfertigungen des Antrags auf Genehmigung um die Anzahl der anderen Gemeinden, auf deren Gebiet sich das Projekt befindet, zu erhöhen. Wenn das Projekt einer Handelsniederlassung eine Nettohandelsfläche von mehr als 20 000 m² betrifft und sich weniger als zwanzig Kilometer von einer oder mehrerer anderen Regionen entfernt befindet, ist die Anzahl der Ausfertigungen um die Anzahl der anderen betroffenen Regionen zu erhöhen.

Unterabschnitt 2 — *Öffentliche Untersuchung*

Art. 29 - Am Tag, an dem der Beamte für Handelsniederlassungen den Beschluss zustellt, der den Antrag für vollständig und zulässig erklärt, oder nach Ablauf der in Artikel 87 § 2 bzw. § 3 des Dekrets festgelegten Frist, übermittelt er den angrenzenden Gemeinden eine Kopie des in Artikel 28 genannten Antrags auf Genehmigung.

Art. 30 - Die in Artikel D.29-7 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnte Bekanntmachung einer öffentlichen Untersuchung wird innerhalb von fünf Tagen ab Empfang der in Artikel 29 aufgeführten Unterlagen angeschlagen.

Art. 31 - Das Gemeindegremium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, übermittelt der zuständigen Behörde, dem Beamten für Handelsniederlassungen und, je nach Fall, dem technischen Beamten und/oder dem beauftragten Beamten innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung das in Artikel D.29-19 von Buch I des Umweltgesetzbuches erwähnte Protokoll. Diesem Protokoll legt das Gemeindegremium gegebenenfalls sein Gutachten bei, wenn es vorliegt.

Unterabschnitt 3 — *Begutachtung durch das "Observatoire du Commerce"*

und verwaltungsrechtliche Beratungsmodalitäten bezüglich der Anträge auf eine integrierte Genehmigung

Art. 32 - Das in Artikel 91 Absätze 3 und 4 des Dekrets erwähnte Gutachten des "Observatoire du Commerce" enthält für jedes in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets erwähnte Kriterium und jedes im Erlass bestimmte Subkriterium eine gesonderte Bewertung und schließt danach mit einer globalen Bewertung ab.

Art. 33 - § 1. Wünschen die zu Rate gezogenen Verwaltungen oder Behörden die Abhaltung der in Artikel 93 des Dekrets erwähnten Beratungssitzung, dann setzen sie die zuständige Behörde durch jegliches Mittel, durch welches dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, davon in Kenntnis, und zwar innerhalb einer Frist von:

1° zehn Tagen, wenn der Antrag auf Genehmigung das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² betrifft;

2° dreißig Tagen, wenn der Antrag auf Genehmigung das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m² betrifft.

Wünscht die zuständige Behörde die Abhaltung der Beratungssitzung, dann teilt sie es den zu Rate gezogenen Instanzen gemäß Absatz 1 mit.

§ 2. Die zuständige Behörde legt das Datum und den Ort für die Beratungssitzung fest. Diese Beratungssitzung findet binnen fünfundzwanzig Tagen in den in § 1 Absatz 1 Ziffer 1 angeführten Fällen und binnen fünfzig Tagen in den in § 1 Absatz 1 Ziffer 2 angeführten Fällen statt. Die zuständige Behörde lädt die zu Rate gezogenen Verwaltungen und Behörden per Einschreiben zur Beratungssitzung.

§ 3. Die in § 1 und § 2 genannten Fristen laufen ab Eingang der Antragsakte auf Genehmigung und ihrer eventuellen Nachträge bei den zu Rate gezogenen Verwaltungen und Behörden, wie durch Artikel 90 des Dekrets vorgeschrieben. Bei mehr als einem Eingangsdatum laufen die Fristen ab dem späteren Eingangsdatum.

§ 4. Die zuständige Behörde fasst das Protokoll der Beratungssitzung ab und legt es der Antragsakte auf eine integrierte Genehmigung und, gegebenenfalls, dem in Artikel 95 des Dekrets genannten Synthesebericht bei.

Unterabschnitt 4 — *Beschluss zur integrierten Genehmigung*

Art. 36 - Der in Artikel 96 des Dekrets erwähnte Beschluss wird unter Zugrundelegung der in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets aufgeführten Kriterien und der im Erlass bestimmten Subkriterien begründet, unbeschadet, für die integrierte Genehmigung, der relevanten Bestimmungen des CWATUPE und des Dekrets über die Umweltgenehmigung.

Abschnitt 2 — *Führung der Register der integrierten Genehmigungen*

Art. 37 - § 1. Die Gemeindeverwaltung einer jeden Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, vermerkt die gewährte integrierte Genehmigung in ihrem Register innerhalb von zehn Tagen:

1° entweder nach dem Beschluss des Gemeindegremiums;

2° oder nach Empfang des gemeinsam vom Beamten für Handelsniederlassungen, vom technischen Beamten und/oder vom beauftragten Beamten getroffenen Beschlusses;

3° oder nach Ablauf der in Artikel 99 des Dekrets genannten Frist, wenn der Synthesebericht gemäß Artikel 95 des Dekrets zugesandt wurde und wenn er eine günstige Stellungnahme des Beamten für Handelsniederlassungen, des technischen Beamten und/oder des beauftragten Beamten umfasst.

Der Beamte für Handelsniederlassungen vermerkt die gewährte integrierte Genehmigung in seinem Register innerhalb von zehn Tagen:

1° entweder nach dem gemeinsam gefassten Beschluss des Beamten für Handelsniederlassungen, des technischen Beamten und/oder des beauftragten Beamten;

2° oder nach Empfang des vom Gemeindegremium gefassten Beschlusses;

3° oder nach Ablauf der in Artikel 99 des Dekrets genannten Frist, wenn der Synthesebericht gemäß Artikel 95 des Dekrets zugesandt wurde und wenn er eine günstige Stellungnahme des Beamten für Handelsniederlassungen, des technischen Beamten und/oder des beauftragten Beamten umfasst.

§ 2. Wird die integrierte Genehmigung infolge eines Einspruchs gewährt, so vermerken die in § 1 genannte Gemeindeverwaltung und der Beamte für Handelsniederlassungen die gewährte integrierte Genehmigung in ihrem Register innerhalb von zehn Tagen:

1° nach Empfang des gemäß Artikel 101 § 5 des Dekrets vom Berufungsausschuss zugestellten Beschlusses;

2° in Ermangelung eines innerhalb der durch Artikel 101 § 5 des Dekrets festgelegten Frist zugestellten Beschlusses, nach Ablauf der Frist, die der Berufungskommission zur Zustellung ihres Beschlusses an den Einsprucherheber eingeräumt wurde.

Art. 38 - In den Registern des Beamten für Handelsniederlassungen und der Gemeindeverwaltung einer jeden Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, wird das Folgende angegeben:

1° Beschlussdatum;

2° Bezugsdaten des Beschlusses: Name der Gemeinde, gefolgt von einem Aktenzeichen;

3° vollständige Personalien des Inhabers der integrierten Genehmigung;

4° Art des Projekts samt Nummer und Bezeichnung der betroffenen Rubrik(en) und/oder der einer Städtebaugenehmigung unterliegenden Arbeiten;

5° Standort des Projekts samt Anschrift des Betriebssitzes;

6° Datum, an dem der Beschluss wirksam wird, und Gültigkeitsdauer der integrierten Genehmigung.

Art. 39 - Die Gemeindeverwaltung einer jeden Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, und der Beamte für Handelsniederlassungen halten das Register der integrierten Genehmigungen auf dem neuesten Stand, indem sie folgende Angaben vermerken:

1° Beschlüsse zur Änderung der Betriebsbedingungen, zur Aussetzung oder zum Entzug der integrierten Genehmigungen, was den als Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung geltenden Teil betrifft;

2° gegen die in Artikel 36 erwähnten Beschlüsse eingereichte Einsprüche, deren aufhebenden oder nicht aufhebenden Charakter, und die entsprechenden Beschlüsse;

3° gegen die unter Ziffer 1 erwähnten Beschlüsse eingereichte Einsprüche;

4° Übertragungen einer integrierten Genehmigung.

Abschnitt 3 — Einspruch gegen eine integrierte Genehmigung

Art. 40 - Der Einspruch nach Artikel 101 des Dekrets wird dem Berufungsausschuss an seinen innerhalb der Verwaltung gelegenen Sitz in vierfacher Ausfertigung mittels eines Formulars, dessen Muster sich in Anhang 5 befindet, zugeschickt.

Art. 41 - Der Einspruch wird vom Einsprucherheber unterzeichnet und umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° vollständige Personalien des Einsprucherhebers, darunter seinen Namen, seinen Vornamen und seine Anschrift; falls es sich bei dem Einsprucherheber um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen, ihre Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Namen, Vornamen, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Einspruchs bevollmächtigten Person;

2° vollständige Personalien der mit der Bearbeitung der Akte beauftragten Kontaktperson;

3° Bezugsdaten, Gegenstand und Datum des angefochtenen Beschlusses;

4° Beschreibung des Projekts;

5° das Interesse des Einsprucherhebers an der Einreichung des Einspruchs in den in Artikel 101 § 1 Ziffer 3 des Dekrets genannten Fällen;

6° die gegen den angefochtenen Beschluss eingesetzten Rechtsmittel;

7° ggf. einen Antrag auf Anhörung des Einsprucherhebers durch den Berufungsausschuss.

Art. 42 - § 1. Sofort nach Eingang des Einspruchs wird eine Abschrift des Einspruchs dem Beamten für Handelsniederlassungen, dem Antragsteller sowie dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der gesamte oder ein Teil des Betriebs befindet, übermittelt, außer wenn diese die Urheber des Einspruchs sind.

§ 2. Die Öffentlichkeit wird gemäß den Modalitäten nach Artikel D.29-22 § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuches mit Ausnahme von Absatz 4 Ziffer 6 von dem Einspruch in Kenntnis gesetzt.

§ 3. Der Berufungsausschuss teilt dem Einsprucherheber das Datum, die Uhrzeit und das Ort seiner Anhörung mit, wenn er diese beantragt hat.

Der Ausschuss kann jede Behörde anhören, die er für angebracht hält.

§ 4. Der Ausschuss kann insbesondere folgende Behörden anhören:

1° den Beamten für Handelsniederlassungen;

2° das "Observatoire du Commerce";

3° den technischen Beamten;

4° den beauftragten Beamten;

5° die betroffene(n) Gemeinde(n);

6° den Antragsteller.

Die zu Rate gezogenen Instanzen schicken ihr Gutachten binnen 30 Tagen ab Empfang des Antrags auf Begutachtung im Falle eines Einspruchs gegen das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von weniger als 2 500 m² oder binnen 60 Tagen ab Empfang des Antrags auf Begutachtung im Falle eines Einspruchs gegen das Projekt einer Handelsniederlassung mit einer Nettohandelsfläche von mindestens 2 500 m².

Der bei der Untersuchung des Einspruchs erforderte Mindestinhalt der Gutachten ist derselbe, wie in Artikel 21 bestimmt.

Das in Artikel 101 § 4 Absatz 2 des Dekrets erwähnte Gutachten des "Observatoire du Commerce" enthält für jedes in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets erwähnte Kriterium und jedes im Erlass bestimmte Subkriterium eine gesonderte Bewertung und schließt danach mit einer globalen Bewertung ab.

Art. 43 - Der in Artikel 101 § 5 des Dekrets erwähnte Beschluss wird in Bezug auf die in Artikel 44 Absatz 1 des Dekrets erwähnten Kriterien und die durch den Erlass bestimmten Subkriterien begründet, unbeschadet der Bestimmungen des CWATUPE und des Dekrets über die Umweltgenehmigung, was die integrierte Genehmigung betrifft.

Art. 44 - Der Berufungsausschuss stellt dem Einsprucherheber gemäß Artikel 101 § 5 seinen Beschluss zu, und schickt eine Abschrift davon:

- 1° an die Behörde, die in erster Instanz zuständig ist;
- 2° an das Gemeindegremium der Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde;
- 3° an das "Observatoire du Commerce" sowie an die Behörden und Instanzen, die innerhalb der im Laufe des Verfahrens vorgeschriebenen Frist ein Gutachten abgegeben haben;
- 4° an den Beamten für Handelsniederlassungen und an den Antragsteller der integrierten Genehmigung, außer wenn diese die Urheber des Einspruchs sind;
- 5° an den mit der Überwachung beauftragten Beamten, so wie er in Artikel 1 § 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung definiert wird.

KAPITEL V — *Regelung in Bezug auf die Erklärungen*

Art. 45 - § 1. Die in Artikel 46 des Dekrets genannte Erklärung wird in drei Exemplaren mittels des Formulars erstellt, dessen Muster sich in Anhang 3 befindet.

§ 2. Die drei Exemplare der Erklärung werden durch jegliches Mittel, durch das dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, der gemäß Artikel 29 § 1 des Dekrets bestimmten zuständigen Behörde zugeschickt.

§ 3. Die Erklärung ist unzulässig, wenn:

- 1° sie nicht gemäß § 2 übermittelt worden ist;
- 2° Auskünfte oder Unterlagen, die gemäß dem Anhang 3 erforderlich sind, fehlen.

§ 4. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Versanddatum der Erklärung bestätigt die zuständige Behörde den Empfang und teilt sie mit, ob die Erklärung zulässig ist. In Ermangelung dessen gilt die Erklärung als zulässig.

Die Empfangsbestätigung, der Beschluss über die Zulässigkeit der Erklärung und ein Exemplar der Erklärung werden vom Erklärenden am Ort des Projekts der Handelsniederlassung aufbewahrt.

§ 5. Die zuständige Behörde trägt alle erhaltenen Erklärungen sowie das Datum der Empfangsbestätigung, die dem Erklärenden gemäß § 4 übermittelt wurde, in ein Register ein.

Art. 46 - Die folgenden Teile bilden das Register:

- 1° das Datum der Erklärung;
- 2° die Bezugsdaten der Erklärungsakte: Name der Gemeinde, gefolgt von einer Aktennummer;
- 3° die Art des Projekts der Handelsniederlassung;
- 4° die Katasterparzellen, auf denen sich das Projekt der Handelsniederlassung befindet;
- 5° Name und Anschrift des Erklärenden;

KAPITEL VI — *Genehmigung für eine zeitweilige Handelsniederlassung*

Art. 47 - § 1. Der Antrag auf Verlängerung der Gültigkeitsdauer einer Genehmigung für eine zeitweilige Handelsniederlassung wird dreißig Tage vor deren Ablauf durch jegliches Mittel, durch das dem Versand ein sicheres Datum verliehen werden kann, bei der Behörde, die die besagte Genehmigung ausgestellt hat, eingereicht.

§ 2. Der Antrag enthält folgende Informationen:

- 1° vollständige Personalien des Antragstellers, darunter seinen Namen, seinen Vornamen und seine Anschrift; falls es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt, ihre Bezeichnung oder ihren Gesellschaftsnamen, ihre Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Namen, Vornamen, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Antrags bevollmächtigten Person;
- 2° die Bezugsdaten, den Gegenstand und das Datum des Beschlusses, durch den die Genehmigung für eine zeitweilige Handelsniederlassung, deren Verlängerung der Gültigkeitsdauer beantragt wird, gewährt wurde;
- 3° die Gründe für den Antrag auf Verlängerung und die Dauer, für die sie beantragt wird;
- 4° jedes neue Element, das nicht in dem Antrag auf die ursprüngliche Genehmigung der Handelsniederlassung vermerkt wurde.

§ 3. Innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Eingang des Antrags wird eine Abschrift des Antrags der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Projekt einer zeitweiligen Handelsniederlassung befindet, oder dem Beamten für Handelsniederlassungen zugeschickt.

§ 4. Die zuständige Behörde schickt dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Verlängerung. Die zuständige Behörde richtet ebenfalls eine Abschrift des Beschlusses an die Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Projekt einer zeitweiligen Handelsniederlassung befindet, oder an den Beamten für Handelsniederlassungen.

KAPITEL VII — *Änderung und Erweiterung*

Art. 48 - Jedes Jahr ab der Durchführung der Genehmigung oder ab der Einreichung der in Artikel 46 des Dekrets erwähnten Erklärung übermittelt der Genehmigungsinhaber oder die Person, die die in Artikel 46 des Dekrets erwähnte Erklärung eingereicht hat, gemäß den Artikeln 47 und 104 § 1 Absatz 2 des Dekrets dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich das Projekt einer Handelsniederlassung befindet, bzw. den Gemeindegremien der Gemeinden, auf deren Gebiet sich das Projekt einer Handelsniederlassung befindet, sowie dem Beamten für Handelsniederlassungen eine Abschrift der Liste der vorgenommenen Umwandlungen oder Erweiterungen des Projekts einer Handelsniederlassung.

KAPITEL VIII — *Verpflichtung des Genehmigungsinhabers*

Art. 49 - § 1. Die laut Artikel 61 Absatz 2 des Dekrets erforderliche Bekanntmachung entspricht dem in Anhang 4 angeführten Muster.

§ 2. In der Bekanntmachung werden ggf. der Name der betroffenen Gemeinde, die Art der ausgestellten Genehmigung, das Datum der Ausstellung der Genehmigung und das deren eventuellen Verlängerung oder Erneuerung, die ausstellende Behörde, der Gegenstand der Genehmigung, die voraussichtliche Dauer der Baustelle, der Name, die Anschrift und die Telefonnummer, die es ermöglichen, den Unternehmer oder die für die Baustelle verantwortliche Person zu erreichen, sowie die Arbeitszeiten der Baustelle angegeben.

§ 3. Das Plakat ist in schwarzen Buchstaben auf weißem Papier im DIN A3-Format zu drucken. Es wird an der Grenze des Gutes und parallel zu der angrenzenden öffentlichen Straße auf einer Höhe von 1,5 m und falls nötig auf einem Lattenzaun oder einem Pfahl mit Schild angebracht, sodass es leicht gelesen werden kann. Während der gesamten Dauer der Bekanntmachung muss es gut sichtbar und lesbar bleiben.

Wenn es sich um eine integrierte Genehmigung, u.a. bezüglich Infrastrukturarbeiten handelt, wird die Bekanntmachung mindestens an zwei Stellen auf dem Abschnitt der betroffenen Infrastruktur auf die gleiche Weise angebracht. Wenn die Handlungen und Arbeiten einen über 100 Meter langen Abschnitt oder mehrere verschiedene Abschnitte betreffen, muss die Bekanntmachung je nach dem Fall alle 100 Meter oder auf jedem Abschnitt angebracht werden.

Wenn es u.a. um Handlungen und Arbeiten geht, die sich auf eine Fußbodenfläche von mehr als 1 000 m² beziehen, müssen die in Anhang angeführten Angaben außerdem in großen Buchstaben auf einem Schild von mindestens 4 m² abgedruckt werden.

KAPITEL IX — Berechnung der Fristen bezüglich der Genehmigungen und Einsprüche

Art. 50 - Aufgrund der Artikel 49 und 104 § 1 Absatz 2 des Dekrets wird die Liste der anerkannten Methoden, durch die dem Versand und dem Eingang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann, wie folgt festgelegt:

- 1° entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;
- 2° oder mittels jeder anderen vergleichbaren Versandart, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes dem Versand und dem Eingang der Urkunde ein sicheres Datum verliehen werden kann;
- 3° oder durch Aushändigung der Urkunde gegen Abnahmebescheinigung.

KAPITEL X — Abänderungs- und Schlussbestimmungen

Art. 51 - Anhang V des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch den Erlass vom 15. Juli 2010 und das Dekret vom 27. März 2014, wird wie folgt abgeändert:

"23. Das in Artikel 10 Ziffer 1 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen erwähnte regionale Schema zur Handelsentwicklung;

24. "Das in Artikel 10 Ziffer 2 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen erwähnte kommunale Schema zur Handelsentwicklung."

Art. 52 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 22. Februar 2005 zur Präzisierung der bei der Prüfung von Handelsniederlassungsprojekten und der Zusammenstellung der sozialwirtschaftlichen Akte zu berücksichtigenden Kriterien;

2° der Königliche Erlass vom 1. März 2005 über das in Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 13. August 2004 über die Zulassung von Handelsniederlassungen erwähnte Formular für die vorherige Erklärung;

3° der Königliche Erlass vom 1. März 2005 zur Festlegung der Modalitäten für die Bekanntmachung der Zulassung einer Handelsniederlassung durch Anschlag wie in Artikel 12 des Gesetzes vom 13. August 2004 über die Zulassung von Handelsniederlassungen erwähnt.

Art. 53 - Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2014 zur Einrichtung des "Comité interministériel wallon pour la distribution" (Wallonischer interministerieller Vertriebsausschuss) wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 -Der Ausschuss befindet über die Widersprüche, die aufgrund des Gesetzes vom 13. August 2004 eingelegt werden."

Art. 54 - Das Dekret vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen sowie seine Ausführungserlasse treten am 1. Juni 2015 in Kraft.

Art. 56 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 1: Antragsformular für eine Zulassung

Adresse, an die dieses Formular zu senden ist:

Öffentlicher Dienst der Wallonie (ÖDW)
 Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche (operative Generaldirektion Wirtschaft,
 Beschäftigung und Forschung)
 Département du Développement économique (Abteilung wirtschaftliche Entwicklung)
 Direction des Implantations commerciales (Direktion der kommerziellen Niederlassungen)
 Place de la Wallonie 1
 5100 Namur

1. Identifizierung des Antragstellers

A. Natürliche Person:

Name und Vorname

.....

Geburtsdatum

.....

Anschrift

Straße, Allee, Weg, Platz...

Hs-Nr.

Bfk.

.....

PLZ

Gemeinde

.....

Land

.....

Telefon-Nr.

+

Fax-Nr.

+

E-Mail

.....

Unternehmensnummer

.....

(MwSt. falls vorliegend) (BE falls vorliegend) (10-stellige Nummer)

B. Juristische Person (außer juristischen Personen des öffentlichen Rechts):

Bezeichnung des Unternehmens

.....

Firmenname

.....

Anschrift des Gesellschaftssitzes

Straße, Allee, Weg, Platz...

Hs-Nr.

Bfk.

.....

PLZ

Gemeinde

.....

Land

.....

Anschrift des Betriebssitzes

Straße, Allee, Weg, Platz...

Hs-Nr.

Bfk.

.....

PLZ

Gemeinde

.....

Land

.....

Telefon-Nr.

+

Fax-Nr.

+

E-Mail

.....

Unternehmensnummer

.....

(MwSt. falls vorliegend) (BE falls vorliegend) (10-stellige Nummer)

Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder sonstigen Personen, die zur Vertretung der Gesellschaft ermächtigt sind (bitte eine aktualisierte Kopie der Satzungen beifügen)

.....

.....

.....

.....

.....

Kontaktperson

.....

C.

D. Juristische Person des öffentlichen Rechts

Bezeichnung

.....

Anschrift

Straße, Allee, Weg, Platz...

Hs-Nr.

Bfk.

.....

PLZ

Gemeinde

.....

Land

.....

Telefon-Nr.

+

Fax-Nr.

+

E-Mail

.....

Kontaktperson

.....

2. Objektivität - Unabhängigkeit

Bitte eine ehrenwörtliche Erklärung abgeben, dass sich der Antragsteller und, im Falle einer juristischen Person, die Verwalter, Geschäftsführer oder sonstigen zur Vertretung dieser juristischen Person ermächtigten Personen nicht in einer Lage befinden, die ihre Objektivität und die unabhängige Ausübung ihrer Ausgaben beeinträchtigen könnte.

3. Material und technische Mittel

Bitte ein Verzeichnis des Materials und der technischen Mittel vorlegen, die zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird.

4. Spezifische Angaben

Bitte einen Vermerk vorlegen zum Beweis der Tatsache, dass der Zulassungsantragsteller intern über folgende Kompetenzen verfügt:

1° die erforderlichen Kompetenzen, um das regionale Schema zur Handelsentwicklung zu koordinieren;

2° Fachkenntnisse in Bezug auf Geografie, Geomarketing, Wirtschaft, Raumordnung, Mobilität und Umwelt.

In dem Vermerk sind ebenfalls die Titel, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers und der mit ihm durch einen Arbeitsvertrag verbundenen Mitarbeiter und der etwaigen Subunternehmer anzugeben.

Unterschrift des Antragstellers

Ich bestätige, dass alle in diesem Formular gemachten Angaben zuverlässig sind und der heutigen Lage entsprechen.

Datum:

Name, Vorname, Unterschrift

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. April 2015 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen und zur Abänderung von Buch I des Umweltgesetzbuches als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 2: Antragsformular für eine Genehmigung der Handelsniederlassung

A. Erhaltene Informationen:

PROFIL:

- Name und Firmenbezeichnung der Gesellschaft
- Anschrift der Gesellschaft (Straße, Hs.-Nr., PLZ, Land)
- Rechtsform
- Unternehmensnummer
- Status des Antragstellers
- Name und Vorname der Kontaktperson
- Anschrift der Kontaktperson (Straße, Hs.-Nr., PLZ, Land)

PARZELLE:

- Lage jeder Parzelle
- Eigentumsverhältnisse für jede Parzelle

PROJEKTMERKMALE:

- Projektbezeichnung
- Art des Projekts nach Artikel 1 Ziffer 3 des Dekrets
- Oberfläche (m²) für Güter des alltäglichen Bedarfs bzw. für leichte bzw. für schwere Güter des periodischen Bedarfs
 - Anzahl der Teilzeitarbeitsstellen im Handel mit Gütern des alltäglichen Bedarfs bzw. mit leichten bzw. mit schweren Gütern des periodischen Bedarfs
 - Anzahl der Vollzeitarbeitsstellen im Handel mit Gütern des alltäglichen Bedarfs bzw. mit leichten bzw. mit schweren Gütern des periodischen Bedarfs
- Anzahl Parkplätze
- Besucherzahl jährlich
- Oberfläche (m²) für jede Einheit im Projekt
- Genaue Identifizierung eines einzelnen Handelszeichens für jede Einheit im Projekt
- Art jeder Zweckbestimmung, die im Projekt vorkommt (Büro, Wohnen, Horeca, Dienst, sonstige)
- Oberfläche (m²) für jede Zweckbestimmung, die im Projekt vorkommt

RECHTFERTIGUNGEN HINSICHTLICH DER IN ARTIKEL 44 DES DEKRETS AUFGEFÜHRTEN KRITERIEN UND DER AUFGRUND DESSELBEN VERABSCHIEDETEN BESTIMMUNGEN:

- Rechtfertigung des 1. Kriteriums - Verbraucherschutz
 - a) Förderung der Handelsvielfalt;
 - b) Vermeidung der Gefahr eines Nahversorgungsengpasses
- Rechtfertigung des 2. Kriteriums - Schutz der städtischen Umwelt
 - a) Überprüfung, dass keine Störung des Gleichgewichts zwischen den verschiedenen städtischen Funktionen auftritt, die sich auf den Lebensrahmen der bestehenden oder zukünftigen Viertel nachteilig auswirken könnte;
 - b) Einfügung der Handelsniederlassung, angesichts ihrer Größe und der Art der Verkaufsstelle, in die lokalen Entwicklungsprojekte und in die eigene Dynamik des betreffenden Stadtmodells.
- Rechtfertigung des 3. Kriteriums - Beschäftigungspolitik
 - a) Beschäftigungsdichte;
 - b) Qualität und Nachhaltigkeit der Beschäftigung.
- Rechtfertigung des 4. Kriteriums - Nachhaltige Mobilität
 - a) nachhaltige Mobilität;
 - b) Zugänglichkeit ohne besondere Belastung für die Allgemeinheit.

B. Ergänzungen zu den erhaltenen Informationen:

- 1) gegebenenfalls die Identifizierung des Autors der Studie, die dem Projekt als Grundlage dient
- 2) eine Projektbeschreibung
- 3) die Beschreibung der allgemeinen Unternehmensstrategie, in die sich das Projekt einbeziehen lässt, und eine Begründung des Projekts
- 4) bei einer Umsiedlung: der Mehrwert für den Laden, seine Anziehungskraft und seine Umgebung, die Schließung der bestehenden Einzelhandelsniederlassung und der neue Nutzungszweck des Gebäudes
- 5) eine Vorgeschichte des Unternehmens und eine Beschreibung seiner Tätigkeit (Angebot usw.)
- 6) die Höhe der Investition
- 7) jegliches Kartenmaterial zum Standort des Projekts (Katasterplan, Sektorenplan, kommunaler Raumordnungsplan usw.)
- 8) alle auf kommunaler Ebene vorliegenden Unterlagen, die eine korrekte Bewertung des Projekts ermöglichen (Mobilitätsplan, Raumordnungsplan, Schema zur Handelsentwicklung usw.)
- 9) jede grafische Darstellung oder fotografische Aufnahme, die die räumliche Vergegenwärtigung der künftigen Niederlassung erlaubt (grafische Modelle, Pläne usw.)
- 10) Baumassenplan der Einzelhandelsniederlassung und ihrer Einheiten unter Kennzeichnung der Nettohandelsfläche
- 11) alle zusätzlichen Unterlagen, anhand deren der Antragsteller folgende Kriterien rechtfertigen oder diese Rechtfertigung belegen kann:
 - 1 Verbraucherschutz
 - 1° Förderung der Handelsvielfalt;
 - 2° Vermeidung der Gefahr eines Nahversorgungsengpasses.
 - 2 Schutz der städtischen Umwelt

1° Überprüfung, dass keine Störung des Gleichgewichts zwischen den verschiedenen städtischen Funktionen auftritt, die sich auf den Lebensrahmen der bestehenden oder zukünftigen Viertel nachteilig auswirken könnte;

2° Einfügung der Handelsniederlassung, angesichts ihrer Größe und der Art der Verkaufsstelle, in die lokalen Entwicklungsprojekte und in die eigene Dynamik des betreffenden Stadtmodells.

3 Beschäftigungspolitik

1° Beschäftigungsdichte;

2° Qualität und Nachhaltigkeit der Beschäftigung.

4 Beitrag zu einer nachhaltigeren Mobilität

1° nachhaltige Mobilität;

2° Zugänglichkeit ohne besondere Belastung für die Allgemeinheit (z. B.: Zugänglichkeit der Niederlassung mit den bestehenden öffentlichen Verkehrsmitteln und mit den Individualverkehrsmitteln).

Datum

Ort

Unterschrift des Antragstellers oder seines bevollmächtigten Vertreters: .

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 3: Erklärungsformular

A. Erhaltene Informationen

PROFIL:

- Name und Firmenbezeichnung der Gesellschaft
- Anschrift der Gesellschaft (Straße, Hs.-Nr., PLZ, Land)
- Rechtsform
- Unternehmensnummer
- Status des Antragstellers
- Name und Vorname der Kontaktperson
- Anschrift der Kontaktperson (Straße, Hs.-Nr., PLZ, Land)

PARZELLE:

- Lage jeder Parzelle
- Eigentumsverhältnisse für jede Parzelle

PROJEKTMERKMALE:

- Projektbezeichnung
- Art des Projekts
- Oberfläche (m²) für Güter des alltäglichen Bedarfs bzw. für leichte bzw. für schwere Güter des periodischen Bedarfs
- Anzahl der Teilzeitarbeitsstellen im Handel mit Gütern des alltäglichen Bedarfs bzw. mit leichten bzw. mit schweren Gütern des periodischen Bedarfs
- Anzahl der Vollzeitarbeitsstellen im Handel mit Gütern des alltäglichen Bedarfs bzw. mit leichten bzw. mit schweren Gütern des periodischen Bedarfs
- Anzahl Parkplätze
- Besucherzahl jährlich
- Oberfläche (m²) für jede Einheit im Projekt
- Genaue Identifizierung eines einzelnen Handelszeichens für jede Einheit im Projekt
- Art jeder Zweckbestimmung, die im Projekt vorkommt (Büro, Wohnen, Horeca, Dienst, sonstige)
- Oberfläche (m²) für jede Zweckbestimmung, die im Projekt vorkommt

B. Ergänzungen zu den erhaltenen Informationen:

Angaben zur Genehmigung der Handelsniederlassung oder zur integrierten Genehmigung

Datum der Genehmigung:

Referenznummer der Genehmigung:

Zuständige Behörde:

Anschrift für das genehmigte Handelsniederlassungsprojekt:

Katasterparzellenummer:

Gegenwärtige Nettohandelsfläche des Handelsniederlassungsprojekts:

Dieses Formular wird als vorherige Erklärung, so wie sie in Artikel 46 des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen (nachstehend: "das Dekret") vorgesehen ist, für folgendes Handelsniederlassungsprojekt benutzt:

Ein Erweiterungsprojekt gemäß Artikel 28 des Dekrets (Erweiterung, die 20 Prozent der Nettohandelsfläche mit einer Obergrenze von 300 m² nicht überschreitet).

Oberfläche des Erweiterungsprojekts: m²

Ein Umzug gemäß Artikel 28 Absatz 2 des Dekrets (Umzug in einem Umkreis von 1 000 m und für eine Nettohandelsfläche, die 400 m² nicht überschreitet).

Anschrift der neuen Niederlassung:

Katasterparzellenummer: ...

Oberfläche des Erweiterungsprojekts: m²

Anschrift der neuen Niederlassung:

Katasterparzellenummer der neuen Niederlassung:

Datum:

Ort:

Unterschrift des Erklärenden oder seines bevollmächtigten Vertreters:

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 4: Bekanntmachung durch Anschlag

Wallonische Region

Gemeinde

BEKANNTMACHUNG

Anwendung von Artikel 61 Absatz 2 des Dekrets über die Handelsniederlassungen.

Genehmigung der Handelsniederlassung (1)

Integrierte Genehmigung (1)

ausgestellt am

in

von

verlängert am (1)

Verlängerung erneuert am (1)

GEGENSTAND DER GENEHMIGUNG:

VORGESEHENE DAUER DER BAUARBEITEN

AUFTRAGNEHMER/VERANTWORTLICHER FÜR DIE BAUARBEITEN

Name:

Anschrift:

Telefon-Nr.:

ARBEITSZEITEN AUF DER BAUSTELLE:

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang 5: Formular zur Einspruchseinlegung

Antragsteller: (Name der Person, die die Genehmigung erhalten hat, oder der sie verweigert worden ist)

Genehmigung der Handelsniederlassung oder integrierte Genehmigung: (bitte auch die Behörde nennen, die die Entscheidung getroffen hat)

Dieses Formular ist an folgende Anschrift zurückzusenden:

Öffentlicher Dienst der Wallonie

Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche (operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung)

Place de la Wallonie 1, 5100 Namur (Jambes)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. April 2015 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 5. Februar 2015 über die Handelsniederlassungen und zur Abänderung von Buch I des Umweltgesetzbuches als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 2. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201976]

2 APRIL 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de procedure en verschillende maatregelen tot uitvoering van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en tot wijziging van Boek I van het Leefmilieuwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Leefmilieuwetboek, artikel D.53, § 1 ;

Gelet op het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen, artikelen 22, 23, 31, 40, lid 3, 41, lid 2, 46, § 1, § 2, lid 1, en § 3, 47, lid 3, 48, § 4, 49, lid 2, 52, § 2, 59, § 2, 61, lid 4, 84, § 1, lid 2, en § 2, lid 1, 92, lid 1, 93, lid 2, 96, 100, 101, § 4 en § 5, en 115 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 september 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2014;

Gelet op het evaluatierapport waarin vastgesteld wordt dat dit besluit geen weerslag heeft op de respectievelijke toestand van mannen en vrouwen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.098/2 van de Raad van State, gegeven op 9 maart 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'aménagement du territoire » (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), gegeven op 7 november 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische Raad van Wallonië), gegeven op 24 november 2014;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Begripsomschrijving

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « administratie » : de Directie Handelsvestigingen van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

2° « decreet » : het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

3° « LOGIC » : de software die als hulpmiddel bij de besluitvorming dient;

4° « Minister » : de Minister van Economie;

5° « Waarnemingscentrum voor de Handel » : de instantie ingesteld bij artikel 2, § 1, van het decreet;

6° « besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 tot bepaling van de criteria die bij het onderzoek van de handelsvestigingsprojecten in overweging genomen moeten worden.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 49 van het decreet wordt verstaan onder elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte, de zending :

1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs;

2° hetzij via elke soortgelijke formule, ongeacht de gebruikte postdistributiedienst, met inbegrip van de informaticamiddelen;

3° hetzij door de inbewaaring van de akte tegen ontvangstbewijs.

HOOFDSTUK II — *Erkenning van de ontwerpers van projecten van gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling**Afdeling 1 — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 2. Om erkend te worden als ontwerper van projecten van gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling, vervult de aanvrager de volgende voorwaarden :

1° niet in een toestand van belangenconflicten verkeren die de opmaak of de onafhankelijke herziening van de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling in gevaar kan brengen;

2° beschikken over het materiaal en de technische en menselijke middelen die nodig zijn voor de opmaak of de herziening van de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling;

3° binnen zijn maatschappelijk doel beschikken over de materies betreffende de handelsvestigingen;

4° beschikken over erkende competenties of nuttige ervaring in vakken i.v.m. geografie, geomarketing, economie, ruimtelijke ordening, mobiliteit en leefmilieu;

4° beschikken over competenties voor de coördinatie van het geheel van de elementen die de gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling samenstellen of tot hun opstelling bijdragen;

5° beschikken over voldoende financiële garanties om de toevertrouwde opdrachten te vervullen;

6° gedekt zijn door een verzekeringspolis of zich verbinden tot het sluiten van een verzekeringspolis ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid die voortvloeit uit de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, met inachtneming van artikel 8 van het decreet van 10 december 2009.

Afdeling 2 — Erkenningsprocedure

Art. 3. § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het formulier waarvan het model in bijlage 1 opgenomen is.

De aanvraag wordt bij de administratie ingediend via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte. § 2. De aanvraag bevat op zijn minst de in bijlage 1 opgenomen gegevens en, in ieder geval, een afschrift van de statuten alsook de lijst van de bestuurders of de beheerders als het om een rechtspersoon gaat.

Art. 4. Bij gebrek aan de gegevens vermeld in artikel 3, § 2, of in bijlage 1 is de aanvraag onvolledig.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze niet overeenkomstig artikel 3, § 1, ingediend wordt;

2° als ze twee keer onvolledig verklaard wordt overeenkomstig artikel 5, lid 3;

3° als de aanvrager de opgevraagde gegevens niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel 5.

Art. 5. De administratie stuurt haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en onontvankelijk bevonden wordt via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte aan de aanvrager binnen een termijn van tien werkdagen die ingaat op de datum waarop zij de aanvraag in ontvangst neemt.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de administratie de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager beschikt over dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en onontvankelijk bevonden werd, om de opgevraagde gegevens aan de administratie te sturen via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de ontbrekende stukken, stuurt de administratie haar beslissing waarbij de aanvraag volledig en onontvankelijk bevonden wordt via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte. Indien de administratie een tweede maal acht dat de aanvraag onvolledig is, verklaart zij die aanvraag onontvankelijk.

Als de aanvraag onontvankelijk is, geeft de administratie de aanvrager kennis van de redenen van de onontvankelijkheid op de wijze en binnen de termijn bedoeld in lid 1 of, desgevallend, binnen de termijn bedoeld in lid 3.

Art. 6. Als de administratie haar beslissing niet op de wijze en binnen de termijnen bedoeld in artikel 5 aan de aanvrager heeft gestuurd, wordt de aanvraag als volledig en onontvankelijk beschouwd.

Art. 7. § 1. Zodra een aanvraag volledig en onontvankelijk wordt verklaard of geacht, richt de administratie ze voor advies aan de Erkenningscommissie bedoeld in artikel 13.

§ 2. De Erkenningscommissie geeft advies aan de administratie binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van de adviesaanvraag en maakt er een afschrift van over aan de aanvrager.

§ 3. De beslissing van de Minister wordt via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte aan de aanvrager gestuurd binnen vijfenzeventig dagen, met ingang op de datum van verzending van de beslissing waarbij de aanvraag volledig en onontvankelijk bevonden wordt of op de datum van de dag volgend op de termijn toegestaan aan de administratie om bedoelde beslissing te versturen.

§ 4. De erkenningsbeslissing wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 8. De erkenning duurt vijf jaar.

Afdeling 3. — Intrekking van de erkenning

Art. 9. In geval van wijziging van één van de gegevens vermeld in de erkenningsbeslissing geeft de erkende persoon de administratie daar kennis van via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte.

Art. 10. De administratie stuurt een waarschuwing aan de erkende persoon als ze vaststelt dat die :

1° hetzij niet meer voldoet aan de voorschriften vermeld in artikel 3;

2° hetzij een belangrijk element van de erkenningsaanvraag wijzigt.

De waarschuwing bedoeld in lid 1 vermeldt de termijn waarbinnen de erkende persoon ertoe gehouden is :

1° in het geval bedoeld in lid 1, 1°, aan de voorwaarden te voldoen;

2° in het geval bedoeld in lid 1, 2°, haar kennis te geven van de maatregelen die hij overweegt te treffen om gevolg te geven aan de opgeworpen bemerkingen.

De waarschuwing wordt gedaan bij aangetekend schrijven via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst en waarin op zijn minst de in dit artikel bedoelde gegevens en de termijn waarbinnen de administratie een antwoord verwacht vermeld worden.

Art. 11. De administratie kan op eigen initiatief of op voorstel van de gemeente of van de Erkenningscommissie een waarschuwing richten aan de erkende ontwerper van één of meer onvoldoende, onvolledige of kwalitatief matige projecten van gemeentelijke plannen voor handelsontwikkeling. De waarschuwing is een verzoek tot aanvulling of verbetering van de kwaliteit van het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling en vermeldt de termijn waarbinnen de administratie een antwoord verwacht.

Art. 12. § 1. De erkenning wordt overeenkomstig de in paragraaf 2 bedoelde procedure ingetrokken :

1° als de erkende persoon de in artikel 10, lid 2, bedoelde verplichtingen niet nakomt binnen de voorgeschreven termijn;

2° als het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling na de waarschuwing bedoeld in artikel 11 weer eens onvoldoende, onvolledig of kwalitatief matig wordt bevonden;

3° als het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling niet is opgemaakt of herzien overeenkomstig artikel 3.

§ 2. Vooraleer de erkenning wordt ingetrokken, wordt de erkende persoon via elke zending met vaste dagtekening van de verzending in kennis gesteld van :

1° de redenen die de overwogen maatregelen rechtvaardigen;

2° de mogelijkheid om zijn verweermiddelen schriftelijk te doen kennen binnen een termijn van twintig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van die informatie, en dat hij in dat opzicht het recht heeft om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

De Minister gaat over tot de intrekking van de erkenning.

Alvorens te beslissen tot de intrekking van de erkenning verzoekt de Minister de Erkenningscommissie om adviesverlening binnen een termijn van veertig dagen. Bij gebrek aan advies binnen de toegestane termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 3. De administratie stuurt de beslissing tot intrekking aan de bestemming via elke zending met vaste dagtekening van de verzending en de ontvangst van de akte. De beslissing tot intrekking wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afdeling 4. — Erkenningscommissie

Art. 13. § 1. Er wordt een Erkenningscommissie opgericht, hierna : de Commissie.

De Commissie heeft als opdracht advies te geven over de overeenkomstig dit besluit ingediende erkenningsaanvragen en over de erkenningsintrekkingen.

§ 2. De zetel van de Commissie is gevestigd in Namen.

Art. 14. § 1. De Commissie is samengesteld uit vijf gewone leden :

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° twee deskundigen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw, aangewezen binnen de Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening;

3° twee deskundigen ter vertegenwoordiging van het Waarnemingscentrum voor de Handel, aangewezen in zijn midden.

Voor elke gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. Een plaatsvervangend lid heeft slechts zitting als het gewoon lid dat het vervangt afwezig is.

§ 2. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Minister aangewezen. Elk mandaat loopt vijf jaar, met ingang op de datum van het aanwijzingsbesluit, en is hernieuwbaar. Als een mandaat voor de vervaldatum vacant is, wordt de plaatsvervanger aangewezen voor de nog te lopen duur ervan.

De functie van lid van de Commissie is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van vastgoedmakelaar betrokken bij handelsvestigingsprojecten;

2° de hoedanigheid van lid van elk onderzoeksbureau betrokken bij handelsvestigingsprojecten;

3° de hoedanigheid van lid van een organisatie of een representatieve vereniging van de sector betrokken bij handelsvestigingsprojecten;

4° met uitzondering van de functie bedoeld in paragraaf 1, 2°, elke statutaire of contractuele band als ambtenaar of personeelslid van het Gewest.

§ 3. De Minister wijst de voorzitter van de Commissie aan onder de leden bedoeld in paragraaf 1, 2° en 3°.

§ 4. De aanwijzing als lid van de Commissie eindigt op de vervaldatum van het mandaat bedoeld in paragraaf 2 of in geval van verlies van de hoedanigheid waarin het lid is aangewezen.

Op voorstel van de voorzitter van de Commissie of van zijn plaatsvervanger en na verhoor kan elk lid van de Commissie door de Minister uit zijn functie onttrokken worden in geval van kennelijk wangedrag of van ernstige tekortkoming in de nakoming van zijn verplichtingen.

§ 5. De reiskosten van de leden worden op hun verzoek vergoed op de wijze voorzien voor de personeelsleden van de diensten van de Regering krachtens de Ambtenarencode.

Art. 15. § 1. De voorzitter leidt de werkzaamheden van de Commissie.

§ 2. De adviezen van de Commissie worden bij gewone meerderheid van stemmen van haar leden uitgebracht. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. De Commissie beraadslaagt slechts op geldige wijze als de meerderheid van haar leden aanwezig is.

§ 4. De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

§ 5. De Commissie maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

HOOFDSTUK III. — Vergunning voor een handelsvestiging

Afdeling 1. — Procedure in eerste aanleg

Onderafdeling 1. — Dossier betreffende de aanvraag tot handelsvestigingsvergunning

Art. 16. De aanvraag tot handelsvestigingsvergunning bevat de gegevens bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit en de elementen vermeld in artikel 37 van het decreet.

Art. 17. Wanneer de in artikel 16 bedoelde aanvraag of papieren formaat wordt gezonden, wordt ze in drie exemplaren ingediend. Indien het project voor een handelsvestiging zich uitstrekt op het grondgebied van meerdere gemeenten, wordt het aantal exemplaren verhoogd met het aantal overige gemeenten op het grondgebied waarvan het

project gevestigd is. Indien het project voor een handelsvestiging een netto handelsoppervlakte van meer dan 20 000 m² betreft en op een afstand van minder dan twintig kilometer van en ander gewest of van meerdere andere gewesten gelegen is, wordt het aantal exemplaren verhoogd met het aantal overige betrokken gewesten.

Onderafdeling 2. — Openbaar onderzoek

Art. 18. De dag waarop de bevoegde overheid de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard stuurt of na afloop van de in artikel 33, § 1 of § 3 van het decreet bedoelde termijn, zendt ze een afschrift van de in artikel 16 bedoelde aanvraag aan de aangrenzende gemeenten.

Art. 19. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangeplakt binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 18.

Art. 20. Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de bevoegde overheid en de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen wanneer hij niet de bevoegde overheid is, het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek. Daarbij voegt hij, in voorkomend geval, zijn advies als het uitgebracht is.

Onderafdeling 3 — Advies en modaliteiten van het administratieve overleg betreffende de aanvragen tot handelsvestigingsvergunning

Art. 21. § 1. Overeenkomstig artikel 40, derde lid, van het decreet zijn de adviesautoriteiten en -instanties degene bedoeld in artikel 39 van het decreet.

§ 2. De adviezen bedoeld in de artikelen 38 tot 40 van het decreet bevatten minstens de volgende gegevens :

- 1° de identificatie van de geraadpleegde instantie;
- 2° de referenties van het project;
- 3° de naam, voornaam en hoedanigheid van de auteur van het advies;
- 4° de beschrijving van de effecten van het project;
- 5° het examen van de opportuniteit van het project ten opzichte van de bevoegdheden van de geraadpleegde instantie;
- 6° in geval van gunstig advies, de voorwaarden die behoren tot de bevoegdheid van de geraadpleegde instantie en waaronder het project voor een handelsvestiging zou moeten worden onderworpen;
- 7° in geval van ongunstig advies, de redenen die het rechtvaardigen.

§ 3. Het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel bedoeld in artikel 39 van het decreet omvat voor elk criterium bedoeld in artikel 44, eerste lid, en elk ondercriterium bepaald in het besluit, een afzonderlijke evaluatie en concludeert met een globale evaluatie.

Art. 22. § 1. Indien de geraadpleegde instanties wensen dat de overlegvergadering bedoeld in artikel 41 van het decreet georganiseerd wordt, stellen ze de in artikel 29 van het decreet bepaalde bevoegde overheid door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, in kennis daarvan binnen een termijn van :

- 1° tien dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte;
- 2° dertig dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan of hoger dan 2 500 m².

Indien de bevoegde overheid wenst dat de overlegvergadering georganiseerd wordt, stelt ze de geraadpleegde instanties overeenkomstig het eerste lid in kennis daarvan.

§ 2. De bevoegde overheid bepaalt de datum en de plaats van de overlegvergadering. Die vergadering wordt georganiseerd binnen een termijn van vijftig dagen in de gevallen bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, en vijftig dagen in de gevallen bedoeld in § 1, eerste lid, 2°. De bevoegde overheid nodigt er de geraadpleegde instantie door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent.

§ 3. De in § 1 en § 2 bedoelde termijnen worden berekend vanaf het moment waarop de geraadpleegde instanties overeenkomstig artikel 38 van het decreet het dossier betreffende de vergunningsaanvraag en de eventuele aanvullende gegevens ontvangen. Als er meer ontvangstdata zijn, worden de termijnen vanaf de laatst komende ontvangstdatum berekend.

§ 4. De bevoegde overheid maakt de notulen van de overlegvergadering op en voegt het bij het dossier betreffende de aanvraag tot handelsvestigingsvergunning.

Afdeling 2. — Beroep tegen een handelsvestigingsvergunning

Art. 23. Het in artikel 48 van het decreet bedoelde beroep wordt in vier exemplaren aan de Beroepscommissie overgemaakt bij haar binnen het bestuur gelegen zetel. Het beroep wordt via het formulier bedoeld in bijlage 5 ingediend.

Art. 24. Het beroep wordt door de verzoeker ingediend en bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° de volledige identificatie van de verzoeker waarvan de naam, de voornaam en het adres; indien de verzoeker een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm en het adres van de maatschappelijke zetel alsook de naam, voornaam, adres en hoedanigheid van de persoon die gemachtigd wordt om het beroep in te dienen;
- 2° de volledige identificatie van de contactpersoon voor de opvolging van het dossier;
- 3° de referenties, het voorwerp en de datum van de betwiste beslissing;
- 4° de identificatie van het project;
- 5° de tegen de betwiste beslissing ontwikkelde middelen;
- 6° in voorkomend geval, een verzoek van de verzoeker om gehoord te worden door de beroepscommissie.

Art. 25. § 1. Zodra het beroep wordt ontvangen, maakt de Beroepscommissie er een afschrift van over aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen, aan de verzoeker en aan het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan het geheel of een gedeelte van de inrichting is gelegen behalve indien ze de auteurs van het beroep zijn.

§ 2. Het beroep wordt meegedeeld aan het publiek volgens de modaliteiten bedoeld in artikel D.29-22, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek behalve het vierde lid, 6°.

§ 3. De Beroepscommissie informeert de verzoeker over de datum, het uur en de plaats van zijn gehoor wanneer hij erom heeft verzocht gehoord te worden.

§ 4. De Commissie kan het advies van elke overheid dat ze nuttig acht, horen of vragen en de termijn waarin het advies wordt uitgebracht, bepalen.

De Commissie kan met name horen of de bijstand inroepen van :

- 1° de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen;
- 2° het Waarnemingscentrum voor de Handel
- 3° de betrokken gemeente(n);
- 4° de aanvrager.

De geraadpleegde instanties versturen hun advies binnen een termijn van dertig dagen als het beroep slaat op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte, of van zestig dagen als het beroep een handelsvestigingsproject met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan of hoger dan 2 500 m² betreft, te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek om adviesverlening.

Art. 26. De minimale inhoud van de bij de indiening van het beroep vereiste adviezen is gelijk aan de in artikel 21 bepaalde inhoud.

Het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel bedoeld in artikel 48, § 4, tweede lid, van het decreet omvat voor elk criterium bedoeld in artikel 44, eerste lid, en elk ondercriterium bepaald in het besluit, een afzonderlijke evaluatie en concludeert met een globale evaluatie.

Art. 27. De Beroepscommissie stuurt haar beslissing aan de verzoeker binnen de termijn bedoeld in artikel 48, § 5, van het decreet en maakt er een afschrift over aan :

- 1° de bevoegde overheid in eerste instantie;
- 2° het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan het geheel of een gedeelte van de inrichting is gelegen;
- 3° de overheden die tijdens de procedure binnen de voorgeschreven termijn een advies hebben uitgebracht;
- 4° de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen en aan de aanvrager van de handelsvestigingsvergunning behalve indien ze de auteurs van het beroep zijn.

HOOFDSTUK IV. — *Geïntegreerde vergunning*

Afdeling 1. — Procedure in eerste aanleg

Onderafdeling 1. — Dossier betreffende de aanvraag tot geïntegreerde vergunning

Art. 28. § 1. Naast de in bijlage 2 bij dit besluit bedoelde gegevens omvat de aanvraag tot geïntegreerde vergunning :

- 1° in het geval bedoeld in artikel 1, 6°, a, van het decreet : alle gegevens vereist voor de indiening van een aanvraag tot globale vergunning overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en zijn uitvoeringsbesluiten;
- 2° in het geval bedoeld in artikel 1, 6°, b, van het decreet : alle gegevens vereist voor de indiening van een milieuvergunningsaanvraag overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en zijn uitvoeringsbesluiten;
- 3° in het geval bedoeld in artikel 1, 6°, c, van het decreet : alle gegevens vereist voor de indiening van een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning overeenkomstig de bepalingen van het CWATUPE of elke andere in de plaats tredende bepaling.

§ 2. Wanneer de in § 1 bedoelde aanvraag of papieren formaat wordt gezonden, wordt ze in vier exemplaren ingediend. Indien het project voor een handelsvestiging zich uitstrekt op het grondgebied van meerdere gemeenten, wordt het aantal exemplaren van de vergunningsaanvraag verhoogd met het aantal overige gemeenten op het grondgebied waarvan het project gevestigd is. Indien het project voor een handelsvestiging een netto handelsoppervlakte van meer dan 20 000 m² betreft en op een afstand van minder dan twintig kilometer van en ander gewest of van meerdere andere gewesten gelegen is, wordt het aantal exemplaren verhoogd met het aantal overige betrokken gewesten.

Onderafdeling 2. — Openbaar onderzoek

Art. 29. De dag waarop de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar de beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk wordt verklaard stuurt of na afloop van de in artikel 87, § 2 of § 3 van het decreet bedoelde termijn, zendt hij een afschrift van de in artikel 28 bedoelde aanvraag aan de aangrenzende gemeenten.

Art. 30. Het bericht van openbaar onderzoek bedoeld in artikel D.29-7 van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangeplakt binnen vijf dagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 29.

Art. 31. Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de bevoegde overheid en de voor de handelsvestigingen bevoegde ambtenaar en volgens het geval de technisch en/of gemachtigd ambtenaar, het proces-verbaal bedoeld in artikel D.29-19 van Boek I van het Milieuwetboek binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek. Daarbij voegt hij, in voorkomend geval, zijn advies als het uitgebracht is.

Onderafdeling 3. — Advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel en modaliteiten van het administratieve overleg betreffende de aanvragen tot geïntegreerde vergunning

Art. 32. Het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel bedoeld in artikel 91, derde en vierde lid, van het decreet omvat voor elk criterium bedoeld in artikel 44, eerste lid, en elk ondercriterium bepaald in het besluit, een afzonderlijke evaluatie en concludeert met een globale evaluatie.

Art. 33. § 1. Indien de geraadpleegde administraties of overheden wensen dat de overlegvergadering bedoeld in artikel 93 van het decreet georganiseerd wordt, stellen ze de bevoegde overheid door elk middel dat een vaste datum verleent in kennis daarvan binnen een termijn van :

- 1° tien dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² netto-handelsoppervlakte;
- 2° dertig dagen als de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een handelsvestigingsproject met een netto-handelsoppervlakte gelijk aan of hoger dan 2 500 m².

Indien de bevoegde overheid wenst dat de overlegvergadering georganiseerd wordt, stelt ze de geraadpleegde instanties overeenkomstig het eerste lid in kennis daarvan.

§ 2. De bevoegde overheid bepaalt de datum en de plaats van de overlegvergadering. Die vergadering wordt georganiseerd binnen een termijn van vijftientig dagen in de gevallen bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, en vijftig dagen in de gevallen bedoeld in § 1, eerste lid, 2°. De bevoegde overheid nodigt er de geraadpleegde administraties en overheden bij aangetekend schrijven.

§ 3. De in § 1 en § 2 bedoelde termijnen worden berekend vanaf het moment waarop de geraadpleegde administraties en overheden overeenkomstig artikel 90 van het decreet het dossier betreffende de vergunningsaanvraag en de eventuele aanvullende gegevens ontvangen. Als er meer ontvangstdata zijn, worden de termijnen vanaf de laatst komende ontvangstdatum berekend.

§ 4. De bevoegde overheid maakt de notulen van de overlegvergadering op en voegt ze bij het dossier betreffende de aanvraag tot geïntegreerde vergunning en, in voorkomend geval, bij het samenvattend verslag bedoeld in artikel 95 van het decreet.

Onderafdeling 4 — Beslissing betreffende de geïntegreerde vergunning

Art. 36. De in artikel 96 van het decreet bedoelde beslissing wordt gemotiveerd ten opzichte van de in artikel 44, eerste lid, van het decreet bedoelde criteria en van de in het besluit bepaalde ondercriteria onverminderd, voor de geïntegreerde vergunning, van de relevante bepalingen van het CWATUPE en van het decreet betreffende de milieuvergunning.

Afdeling 2. — Bijhouden van het register van de geïntegreerde vergunningen

Art. 37. § 1. Het gemeentebestuur van elke gemeente op wier grondgebied zich de inrichting bevindt maakt in haar register melding van de toegekende geïntegreerde vergunning binnen de tien dagen volgend op :

1° ofwel het nemen van de beslissing door het gemeentecollege;

2° ofwel de ontvangst van de gezamenlijk getroffen beslissing van de ambtenaar handelsvestigingen, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar;

3° ofwel het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 99 van het decreet als het samenvattend verslag verstuurd is overeenkomstig artikel 95 van het decreet en indien het een gunstig advies bevat van de ambtenaar handelsvestigingen, van de technisch ambtenaar en/of de gemachtigd ambtenaar.

De ambtenaar handelsvestigingen maakt melding van de toegekende geïntegreerde vergunning in zijn register binnen de tien dagen volgend op :

1° ofwel de ontvangst van de gezamenlijk getroffen beslissing van de ambtenaar handelsvestigingen, de technisch ambtenaar en/of de gemachtigde ambtenaar;

2° ofwel de ontvangst van de beslissing van het gemeentecollege;

3° ofwel het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 99 van het decreet als het samenvattend verslag verstuurd is overeenkomstig artikel 95 van het decreet en indien het een gunstig advies bevat van de ambtenaar handelsvestigingen, van de technisch ambtenaar en/of de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Wanneer de geïntegreerde vergunning toegekend is na een beroep, maken het gemeentebestuur bedoeld in paragraaf 1 en de ambtenaar handelsvestigingen melding van de toegekende geïntegreerde vergunning in hun register binnen de tien dagen :

1° te rekenen van de ontvangst van de beslissing die de Beroepscommissie heeft verstuurd overeenkomstig artikel 101, § 5, van het decreet;

2° bij gebreke van verzending van een beslissing binnen de termijn bedoeld in artikel 101, § 5, van het decreet, te rekenen van het verstrijken van de termijn toegekend aan de beroepscommissie om haar beslissing aan de eiser te versturen.

Art. 38. In de registers van de ambtenaar handelsvestigingen en van het gemeentebestuur van elke gemeente op wier grondgebied zich de inrichting bevindt worden volgende gegevens vermeld :

1° de datum van de beslissing;

2° de referenties van de beslissing : naam van de gemeente, gevolgd door een dossiernummer;

3° de volledige identificatie van de houder van de geïntegreerde vergunning;

4° de aard van het project met nummer en benaming van de betrokken rubriek(en) en/of werken onderworpen aan de stedenbouwkundige vergunning;

5° de ligging van het project, met het adres van de bedrijfszetel;

6° de datum waarop de beslissing uitvoerbaar is en de geldigheidsduur van de geïntegreerde vergunning.

Art. 39. Het gemeentebestuur van elke gemeente op wier grondgebied zich de inrichting bevindt en de ambtenaar handelsvestigingen houden het register bij van de geïntegreerde vergunningen met vermelding van :

1° de beslissing tot wijziging van de bedrijfsvoorwaarden, de beslissingen tot opschorting of intrekking van de geïntegreerde vergunningen voor het deel dat in de plaats treedt van de milieuvergunning of de globale vergunning;

2° de beroepen ingediend tegen de beslissingen bedoeld in artikel 36 en hun al dan niet opschortend karakter en hun beslissingen;

3° de beroepen ingediend tegen de beslissingen bedoeld onder 1°;

4° de afstanden van geïntegreerde vergunningen.

Afdeling 3. — Beroep tegen een geïntegreerde vergunning

Art. 40. Het beroep bedoeld in artikel 101 van het decreet wordt in viervoudig exemplaar middels een formulier waarvan het model in bijlage 5 opgenomen is, naar de beroepscommissie gestuurd, te haren zetel gelegen in de administratie.

Art. 41. Het beroep wordt door de eiser ondertekend en bevat minstens volgende informatie :

1° de volledige identificatie van de eiser, waaronder zijn naam, voornaam en adres; als de eiser een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel, evenals de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die mandaat heeft om het beroep in te dienen;

2° de volledige identificatie van de contactpersoon voor de opvolging van het dossier;

3° de referenties, het voorwerp en de datum van de aangevochten beslissing;

4° de identificatie van het project;

5° het belang van de eiser bij de indiening van het beroep in de gevallen bedoeld in artikel 101, § 1, 3°, van het decreet;

6° de middelen ingezet tegen de aangevochten beslissing;

7° in voorkomend geval, een verzoek van de eiser om gehoord te worden door de beroepscommissie.

Art. 42. § 1. Zodra het beroep in ontvangst is genomen, wordt een afschrift ervan overgemaakt aan de ambtenaar handelsvestigingen, aan de eiser en aan het gemeentecollege van de gemeente op wier grondgebied de inrichting geheel of gedeeltelijk gelegen is behalve in het geval waarin zij zelf het beroep hebben ingediend.

§ 2. Het beroep wordt ter kennis van het publiek gebracht op de wijze bedoeld in artikel D.29-22, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek, behoudens lid 4, 6°.

§ 3. De beroepscommissie licht de eiser in over de datum, het uur en de plaats van de hoorzitting wanneer de eiser verzoekt om gehoord te worden.

De Commissie kan elke overheid die zij nuttig acht horen.

§ 4. De Commissie kan met name de bijstand vragen van :

1° de ambtenaar bevoegd voor handelsvestigingen;

2° het Waarnemingscentrum voor de handel;

3° de technisch ambtenaar;

4° de gemachtigd ambtenaar;

5° de betrokken gemeente(n);

6° de aanvrager.

De geraadpleegde instanties versturen hun advies binnen een termijn van dertig dagen als de aanvraag slaat op een handelsvestigingsproject met minder dan 2 500 m² of van zestig dagen als het beroep een handelsvestigingsproject van 2 500 m² of meer dan 2 500 m² betreft, te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek om adviesverlening.

De minimuminhoud van de bij de behandeling van het beroep vereiste adviezen is dezelfde als die omschreven in artikel 21.

Het advies van het Waarnemingscentrum voor de Handel, bedoeld in artikel 101, § 4, lid 2, van het decreet omvat voor elk criterium bedoeld in artikel 44, lid 1, van het decreet en voor elk subcriterium nader bepaald in het besluit, een afzonderlijke evaluatie en besluit vervolgens met een globale evaluatie.

Art. 43. De beslissing bedoeld in artikel 101, § 5, van het decreet wordt gemotiveerd ten opzichte van de criteria bedoeld in artikel 44, lid 1, van het decreet en de subcriteria nader bepaald in het besluit, onverminderd, voor de geïntegreerde vergunning, de relevante bepalingen van het Wetboek en het decreet betreffende de milieuvergunning.

Art. 44. De beroepscommissie geeft kennis van haar beslissing aan de eiser, zoals bedoeld in artikel 10, § 5, van het decreet en richt er een afschrift van aan :

1° de in eerste aanleg bevoegde overheid;

2° het gemeentecollege van de gemeenten waar een openbaar onderzoek werd gehouden;

3° het Waarnemingscentrum voor de Handel, evenals aan de overheden en instanties die tijdens de procedure binnen de opgelegde termijn advies hebben uitgebracht;

4° de ambtenaar handelsvestigingen en de aanvrager van de geïntegreerde vergunning, behalve indien zij zelf het beroep hebben ingediend;

5° de ambtenaar belast met het toezicht zoals omschreven in artikel 1, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en verscheidene maatregelen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK V. — *Stelsel van de aanmelding*

Art. 45. § 1. De aanmelding bedoeld in artikel 46 van het decreet wordt middels het formulier waarvan het model opgenomen is in bijlage 3 in drievoudig exemplaar opgemaakt.

§ 2. De drie exemplaren van de aanmelding worden bij elk middel dat een vaste datum verleent aan de zending aan de bevoegde overheid bepaald overeenkomstig artikel 29 van het decreet verzonden.

§ 3. De aanmelding is onontvankelijk :

1° als ze niet overeenkomstig paragraaf 2 is verstuurd;

2° als er inlichtingen of stukken, vereist krachtens bijlage 3, ontbreken.

§ 4. De bevoegde overheid meldt ontvangst en geeft kennis van de ontvankelijkheid van de aanmelding binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de datum van verzending van de aanmelding. Zoniet wordt de aanmelding ontvankelijk geacht.

Het bericht van ontvangst, de beslissing betreffende de ontvankelijkheid van de aanmelding en een exemplaar van de aanmelding worden door de aanmelder bewaard op de plaats van het handelsvestigingsproject.

§ 5. De bevoegde overheid noteert alle in ontvangst genomen aanmeldingen in een register, evenals de datum van het bericht van ontvangst dat overeenkomstig § 4 aan de aanmelder is overgemaakt.

Art. 46. Het register bestaat uit volgende onderdelen :

1° de datum van de aanmelding;

2° het referentenummer van de aanmelding; naam van de gemeente, gevolgd door een dossiernummer;

3° het type project voor een handelsvestiging;

4° de kadastrale percelen waarop het handelsvestigingsproject gelegen is;

5° naam en adres van de aanmelder.

HOOFDSTUK VI. — *Vergunning voor een project voor een tijdelijke handelsvestiging*

Art. 47. § 1. De aanvraag tot verlenging van de geldigheidsduur van een vergunning voor een tijdelijke handelsvestiging wordt bij elk middel dat een vaste datum dertig dagen voor verstrijken ervan aan de zending verleent ingediend bij de vergunningverstrekende overheid.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

1° de volledige identificatie van de aanvrager, waaronder zijn naam, voornaam en adres; als de aanvrager een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel, evenals de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die mandaat heeft om de aanvraag in te dienen;

2° de referenties, het voorwerp en de datum van de beslissing tot toekenning van de vergunning voor een tijdelijke handelsvestiging waarvoor een verlenging van de duurtijd is aangevraagd;

3° de motieven van de aanvraag tot verlenging en de duur waarop de aanvraag betrekking heeft;

4° elk nieuw gegeven dat niet vermeld was in de aanvankelijke aanvraag voor een vergunning voor een handelsvestiging.

§ 3. Binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag wordt er een afschrift van de aanvraag verstuurd naar de gemeente op wier grondgebied het project voor een tijdelijke handelsvestiging gelegen is of aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar.

§ 4. De bevoegde overheid verstuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot verlenging. De bevoegde overheid richt eveneens een afschrift van de beslissing aan de gemeente op wier grondgebied het project voor een tijdelijke handelsvestiging gelegen is of aan de voor de handelsvestiging bevoegde ambtenaar.

HOOFDSTUL VII. — *Wijziging en uitbreiding*

Art. 48. Overeenkomstig de artikelen 47 en 104, § 1, lid 2, van het decreet verstuurt de houder van de vergunning of de persoon die de aanmelding bedoeld in artikel 46 van het decreet heeft ingediend een afschrift van de lijst verbouwingen of uitbreidingen die in het project voor een handelsvestiging tot stand zijn gekomen jaarlijks vanaf de uitvoering van de vergunning of de indiening van de aanmelding bedoeld in artikel 46 van het decreet aan het gemeentecollege van de gemeente op wier grondgebied het project voor een handelsvestiging gelegen is of aan de gemeentecolleges van de gemeenten op wier grondgebied het project voor een handelsvestiging gelegen is en aan de ambtenaar bevoegd voor de handelsvestigingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Verplichting van de houder van de vergunning*

Art. 49. § 1. Het bij artikel 61, lid 2, van het decreet vereiste advies is conform het model van de aanplakbrief opgenomen in bijlage 4.

§ 2. Het advies vermeldt in voorkomend geval de naam van de betrokken gemeente, het type verstrekte vergunning, de datum van aflevering van de vergunning en de datum van eventuele verlenging ervan, de verstreckende overheid, het voorwerp van de vergunning, de vermoedelijke duur van de werf, de naam, het adres en het telefoonnummer van de aannemer of werfverantwoordelijke, evenals de uurregeling van de werf.

§ 3. De aanplakbrief wordt in het zwart op wit papier van formaat DIN A3 gedrukt. Hij wordt zo aangeplakt dat hij gemakkelijk te lezen is, op de grens van het goed en de aangrenzende openbare weg, evenwijdig met de openbare weg en op een hoogte van anderhalve meter, desnoods aangeplakt op een scherm of opgehangen aan een paal. De brief moet in onberispelijke staat van zicht- en leesbaarheid worden gehouden tijdens de gehele duur van de aanplakking.

Indien het een geïntegreerde vergunning betreft voor met name infrastructuurwerken, wordt het bericht minstens op twee plaatsen op de sectie van de betrokken infrastructuur aangeplakt. Als de handelingen en de werken betrekking hebben op een sectie van meer dan 100 meter lang of op verschillende secties, wordt die aanplakking al naar gelang elke honderd meter of op elke sectie vereist.

Wanneer het met name handelingen of werken betreft met betrekking tot een vloeroppervlakte van meer dan 1 000 m², moet de inhoud van de bijlage bovendien in grote letters vermeld worden op een paneel van minstens 4m².

HOOFDSTUK IX. — *Berekening van de termijnen voor vergunningen en beroepen*

Art. 50. Krachtens de artikelen 49 en 104, § 1, lid 2, van het decreet worden volgende handelswijzen om een verzending en de ontvangst van een akte van een vaste dagtekening te voorzien erkend :

1° ofwel bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° ofwel door elke gelijkaardige formule te gebruiken om de verzending en de ontvangst van een akte van een vaste dagtekening te voorzien, ongeacht de uitreikingdienst die gebruikt wordt;

3° ofwel door de akte in te dienen tegen ontvangstbevestiging.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 51. Bijlage V bij het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het besluit van 15 juli 2010 en bij het decreet van 27 maart 2014, wordt als volgt aangevuld :

« 23. het gewestelijk plan voor handelsontwikkeling, bedoeld in artikel 10, 1°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen;

24. het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling, bedoeld in artikel 10, 2°, van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen.”.

Art. 52. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 februari 2005 tot verduidelijking van de criteria waarmee rekening moet worden gehouden bij het onderzoek van ontwerpen van handelsvestiging en de samenstelling van het sociaal-economisch dossier;

2° het koninklijk besluit van 1 maart 2005 betreffende de voorafgaande verklaring bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen;

3° het koninklijk besluit van 1 maart 2005 tot vaststelling van de nadere regels voor de bekendmaking van de vergunning van de handelsvestiging door aanplakking bedoeld bij artikel 12 van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen.

Art. 53. Artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2014 betreffende de oprichting van het Waals interministerieel comité voor de distributie wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 9. Het Comité neemt kennis van de beroepen ingediend op grond van de wet van 13 augustus 2004. ».

Art. 54. Het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen treedt in werking op 1 juni 2015, evenals de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 56. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 april 2015

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1 : formulier voor de aanvraag tot erkenning

Adres waaraan dit formulier gericht moet worden :

Waalse Overheidsdienst (SPW)
 Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek
 Departement Economische Ontwikkeling
 Directie Handelsvestigingen
 Place de la Wallonie 1
 5100 Namen

1. Identificatie van de aanvrager

A. Indien natuurlijke persoon :

Naam en voornaam

.....

Geboortedatum

.....

Rijksregisternummer (een afschrift van de identiteitskaart bijvoegen)

.....

Adres

Straat, laan, plaats,... (nader bepalen)

.....

Nr.

Bus

.....

Postcode

.....

Gemeente

.....

Land

.....

Telefoonnr.

+ - - -

Faxnr.

+ - - -

E-Mail

.....

Bedrijfsnummer

.....

(btw indien aanwezig) (BE indien aanwezig) (nummer met tien cijfers)

B. Indien andere rechtspersonen dan publiekrechtelijke rechtspersonen :

Benaming van het bedrijf :

.....

Handelsnaam

.....

Adres van de maatschappelijke zetel

Straat, laan, plaats,... (nader bepalen)

.....

Nr.

Bus

.....

Postcode

.....

Gemeente

.....

Land

.....

Adres van de exploitatiezetel

Straat, laan, plaats,... (nader bepalen)

.....

Nr.

Bus

.....

Postcode

.....

Gemeente

.....

Land

.....

Telefoonnr.

+ - - -

Faxnr.

+ - - -

E-Mail

.....

Bedrijfsnummer

.....

(btw indien aanwezig) (BE indien aanwezig) (nummer met tien cijfers)

Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om het bedrijf te binden (Een bijgewerkt afschrift van de statuten bijvoegen)

Contactpersoon

.....

C. Indien publiekrechtelijke rechtspersoon

Benaming

.....

Adres

Straat, laan, plaats,... (nader bepalen)

Nr.

Bus

.....

.....

.....

Postcode

Gemeente

.....

Land

.....

Telefoonnr.

+

Faxnr.

+

E-Mail

.....

Contactpersoon

.....

2. Objectiviteit - onafhankelijkheid

Een verklaring op erewoord indienen waaruit blijkt dat de aanvrager en, als het gaat om een rechtspersoon, de bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om deze rechtspersoon te binden, zich niet in een toestand bevindt(-en) waar de opdrachten niet meer vervuld kunnen worden op een objectieve en onafhankelijke manier.

3. Materiaal en technische middelen

-Een nota verstrekken met de lijst van het materiaal en van de nodige technische middelen voor het goede verloop van de opdrachten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

4. Specifieke informatie

Een nota verstrekken waaruit blijkt dat de erkenningsaanvrager over de volgende bevoegdheden beschikt :

1° de nodige bevoegdheden om het gemeentelijk plan voor handelsontwikkeling te coördineren;

2° bevoegdheden inzake aardrijkskunde, geomarketing, economie, ruimtelijke ordening, mobiliteit en leefmilieu.

In de nota worden ook de diploma's, kwalificaties en referenties van de aanvrager, van de medewerkers die door een arbeidscontract aan de aanvrager gebonden zijn, en van de eventuele onderaannemers, vermeld.

Handtekening van de aanvrager

Ik bevestig dat alle in dit formulier vermelde gegevens juist zijn en met de huidige toestand overeenstemmen.

Datum :

Naam, Voornaam, handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2 : formulier voor de aanvraag van een vergunning voor een handelsvestiging

A. Verkregen informatie :

PROFIEL :

- Naam en handelsnaam van het bedrijf

- Adres van het bedrijf (straat, nr., postcode, land)

- Juridisch statuut

- Ondernemingsnummer

- Statuut van de aanvrager

- Naam en voornaam van de contactpersoon

- Adres van de contactpersoon (straat, nr., postcode, land)

PERCEEL :

- Ligging van elk perceel
- Eigendomsverhouding voor elk perceel

KENMERKEN VAN HET PROJECT :

- Naam van het project
- Type project zoals bedoeld in artikel 1, 3° van het decreet
- Oppervlakte (m²) van de periodieke goederen, lichte semi-periodieke goederen stroom, zware semi-periodieke goederen
 - Aantal deeltijdse betrekkingen met betrekking tot de periodieke goederen, lichte semi-periodieke goederen stroom, zware semi-periodieke goederen
 - Aantal voltijdse betrekkingen met betrekking tot de periodieke goederen, lichte semi-periodieke goederen stroom, zware semi-periodieke goederen
- Aantal parkeerplaatsen
- Jaarlijks aantal bezoekers
- Oppervlakte (m²) van elke cel van het project
- Precieze identificatie van één enkel type uithangbord voor elke cel van het project
- Type van elke functie indien aanwezig in het project (Kantoor, woning, horeca, dienst, overige)
- Oppervlakte (m²) van elke functie indien aanwezig in het project

VERANTWOORDING OVER DE CRITERIA VOOR DE AFLEVERING BEDOELD IN ARTIKEL 44 VAN HET DECREET EN DE BEPALINGEN GENOMEN OP GROND ERVAN :

- Verantwoording van het eerste criterium Bescherming van de consument :
het gemede handelskarakter bevorderen :
 - b) het voorkomen van een risico op een onderbreking van de plaatselijke leveringen
- Verantwoording van het tweede criterium Bescherming van de stedelijke omgeving
nagaan of het evenwicht tussen de verschillende stedelijke functies niet gebroken wordt zodanig dat dit schade zou brengen aan de leefomgeving van de bestaande of toekomstige wijken;
 - b) het inpassen van de handelsvestiging, rekening houdend met de grootte en de aard van de activiteit van het verkooppunt in de plaatselijke ontwikkelingsprojecten en in de specifieke dynamiek van het stedelijk model.
- Verantwoording van het derde criterium Tewerkstellingsbeleid
de werkdichtheid;
 - b) de kwaliteit en de duurzaamheid van de tewerkstelling.
- Verantwoording van het vierde criterium Duurzame mobiliteit
de duurzame mobiliteit;
 - b) de bereikbaarheid zonder specifieke lasten voor de gemeenschap.

B. Bijkomende informatie :

- 1) In voorkomend geval, de identificatie van de auteur van het onderzoek waarop het project wordt gebaseerd
- 2) Een voorstelling van het project
- 3) Een beschrijving van de globale strategie van het bedrijf waarin het project past alsook de redenen die het project rechtvaardigen
- 4) In geval van een herlokalisatie : de meerwaarde voor de winkel, zijn aantrekkelijkheid en zijn omgeving, de sluiting van de bestaande kleinhandelsvestiging en de nieuwe bestemming van het gebouw
- 5) Een historisch overzicht van het bedrijf en een beschrijving van zijn activiteit (soort verkoop, enz.)
- 6) Het bedrag van de investering
- 7) Elke cartografie in verband met de lokalisatie van het project (kadastraal plan, gewestplan, gemeentelijk plan van aanleg, enz.)
- 8) Elk bestaand gemeentelijk document om bedoeld project behoorlijk te evalueren (mobiliteitsplan, gemeentelijke ordening, plan voor handelsontwikkeling, enz.)
- 9) Elke grafische of fotografische afbeelding om de toekomstige vestiging in haar omgeving te kunnen visualiseren (grafische modellen, plannen, enz.)
- 10) Grondplan van de kleinhandelsvestiging en van de cellen ervan voor de bepaling van de netto handelsoppervlakte

11) Elk bijkomend document waarbij de aanvrager de rechtvaardiging van de volgende criteria nader kan bepalen of documenteren :

1 Bescherming van de consument

1° het gemengde handelskarakter bevorderen;

2° het voorkomen van een risico op een onderbreking van de plaatselijke leveringen.

2 Bescherming van de stedelijke omgeving

1° nagaan of het evenwicht tussen de verschillende stedelijke functies niet gebroken wordt zodanig dat dit schade zou brengen aan de leefomgeving van de bestaande of toekomstige wijken;

2° het inpassen van de handelsvestiging, rekening houdend met de grootte en de aarde van de activiteit van het verkooppunt in de plaatselijke ontwikkelingsprojecten en in de specifieke dynamiek van het stedelijk model.

3 Tewerkstellingsbeleid

1° de werkgelegenheidsdichtheid;

2° de kwaliteit en de duurzaamheid van de tewerkstelling.

4° Bijdrage tot een duurzamere mobiliteit

1° de duurzame mobiliteit;

2° de bereikbaarheid zonder specifieke lasten voor de gemeenschap (bijvoorbeeld : de bereikbaarheid van de vestiging via het openbaar vervoer en via individuele transportmiddelen).

Datum :

Plaats :

Handtekening van de aanvrager of van zijn gemachtigde vertegenwoordiger :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage 3 : aangifteformulier

A. Verkregen informatie

PROFIEL :

- Naam en handelsnaam van het bedrijf
- Adres van het bedrijf (straat, nr., postcode, land)
- Juridisch statuut
- Bedrijfsnummer
- Statuut van de aanvrager
- Naam en voornaam van de contactpersoon
- Adres van de contactpersoon (straat, nr., postcode, land)

PERCEEL :

- Ligging van elk perceel
- Eigendomsverhouding voor elk perceel

KENMERKEN VAN HET PROJECT :

- Naam van het project
- Type project
- Oppervlakte (m²) van de stroom, licht halve stroom, zwaar halve stroom
- Aantal deeltijdse betrekkingen met betrekking tot de stroom, licht halve stroom, zwaar halve stroom
- Aantal voltijdse betrekkingen met betrekking tot de stroom, licht halve stroom, zwaar halve stroom
- Aantal parkeerplaatsen
- Jaarlijks aantal bezoekers

- Oppervlakte (m²) van elke cel van het project
- Precieze identificatie van één enkel type uithangbord voor elke cel van het project
- Type van elke functie indien aanwezig in het project (Kantoor, woning, horeca, dienst, overige)
- Oppervlakte (m²) van elke functie indien aanwezig in het project

B. Bijkomende informatie :

Details in verband met de vergunning voor een handelsvestiging of de geïntegreerde vergunning

Datum van de vergunning :

Referentienummer van de vergunning :

Bevoegde autoriteit :

Adres van het gemachtigde project voor een handelsvestiging :

Nummer van het kadastrale perceel :

Huidige netto handelsoppervlakte van het project voor een handelsvestiging :

Dit formulier wordt gebruikt als voorafgaande aangifte zoals bedoeld in artikel 46 van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen (hierna "het decreet" benoemd) voor het volgende project voor een handelsvestiging :

Een project tot uitbreiding overeenkomstig artikel 28 van het decreet (uitbreiding die niet meer dan 20 percent van de netto-handelsoppervlakte bedraagt, met maximum 300 m²).

Oppervlakte van het project tot uitbreiding : m²

Een verhuizing overeenkomstig artikel 28, tweede lid, van het decreet (verhuizing binnen een straal van 1 000 meter die niet groter is dan 400 m²).

Adres van de nieuwe vestiging :

Nummer van het kadastrale perceel :

Oppervlakte van het project tot uitbreiding : m²

Adres van de nieuwe vestiging :

Nummer van het kadastrale perceel van de nieuwe vestiging :

Datum :

Plaats :

Handtekening van de aangever of van zijn gemachtigde vertegenwoordiger :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

DI ANTONIO

Bijlage 4 : bewijs van aanplakking

Waals Gewest

Gemeente van

MEDEDELING

Toepassing van artikel 61, tweede lid, van het decreet betreffende de handelsvestigingen.

Vergunning voor een handelsvestiging (1)

Geïntegreerde vergunning (1)

afgegeven op

te

door

verlengd op (1)

verlenging vernieuwd op (1)

VOORWERP VAN DE VERGUNNING :

GEPLANDE DUUR VAN DE WERKEN :

AANNEMER/VERANTWOORDELIJKE VAN DE WERF :

Naam :

Adres :

Telefoonnr. :

UURROOSTER VAN DE BOUWPLAATS :

(1) Schrappen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

DI ANTONIO

Bijlage 5 : formulier voor de indiening van een beroep

Aanvrager : (Naam van de persoon die de vergunning verkregen heeft of wiens vergunning geweigerd werd)

.....

Vergunning voor een handelsvestiging of de geïntegreerde vergunning : (de overheid vermelden die beslist heeft)

.....

Formulier terugsturen naar volgend adres :

Waalse Overheidsdienst

Place de la Wallonie 1

5100 Namen (Jambes)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202092]

23 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.28;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 fixant au 30 novembre 2014 la date limite de dépôt des demandes d'aide pour les engagements de l'année 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'urgence;

Considérant que, pour la première fois, les agriculteurs peuvent déposer leur demande unique par le biais d'un site internet et que le succès de l'opération dépasse largement les attentes. Qu'en conséquence le système informatique pourrait ne pas supporter les pics de charge attendus de fin de période d'introduction dès cette première année de mise en service du site internet, avec comme résultat une impossibilité d'introduction d'un certain nombre de demandes uniques;